

Façonnons le développement rural et la transformation agricole inclusive



AGRIBUSINESS 4 CHANGE

International Conference
May 7–9, 2019
Addis Ababa, Ethiopia

Rapport



Contenu

Page

Justification et aperçu	2
La conférence en quelques mots	4
Intrants et moisson : informations partagées et résultats clés	10
<i>Agribusiness 4 Change : visions, lacunes et actions requises</i>	<i>10</i>
<i>Combler le fossé dans la pratique</i>	<i>12</i>
<i>« Variation de la valeur » Ajout de valeur et potentiel d'emploi</i>	<i>16</i>
<i>L'EEA passe au numérique : application FBSInnova</i>	<i>19</i>
<i>Marché de l'innovation</i>	<i>20</i>
<i>Pionniers de l'Ecole Entrepreneuriat Agricole</i>	<i>22</i>
<i>Voix des jeunes : Aspirations, Expérience, Politique d'orientation</i>	<i>23</i>
<i>Harvard Business School vs. Farmer Business School/ CBS/ PBS</i>	<i>26</i>
<i>De la subvention à l'agro-industrie</i>	<i>28</i>
<i>Investissement dans l'emploi</i>	<i>30</i>
<i>Faire participer la jeunesse aux politiques</i>	<i>33</i>
<i>Generation X change</i>	<i>37</i>
Conclusion	38
<i>Conclusions et prochaines étapes</i>	<i>38</i>
<i>Évaluation de la conférence</i>	<i>46</i>
<i>Visites sur le terrain : images et voix</i>	<i>48</i>
Remerciements	49
Annexes	50
1 Participants	50
2 Programme	55
3 Discours de bienvenue	57
4 Discours d'ouverture officielle	58
5 L'Ecole d'Entrepreneuriat Agricole & Co. en bref	60
6 Promouvoir la valeur africaine à grande échelle depuis 2008 : A4SD	62
Éditorial	63

Justification et aperçu

L'Afrique est le plus jeune continent et a besoin de moyens de subsistance, de revenus et d'emplois. Chaque année, 20 millions de jeunes entrent sur le marché du travail africain. Des millions de petits exploitants agricoles doivent améliorer leurs activités. D'autre part, la demande d'aliments et de matières premières pour les industries de transformation augmentera considérablement au cours des prochaines décennies en raison de la croissance démographique et de l'évolution des habitudes de consommation dues à la mondialisation. En somme, cela implique :

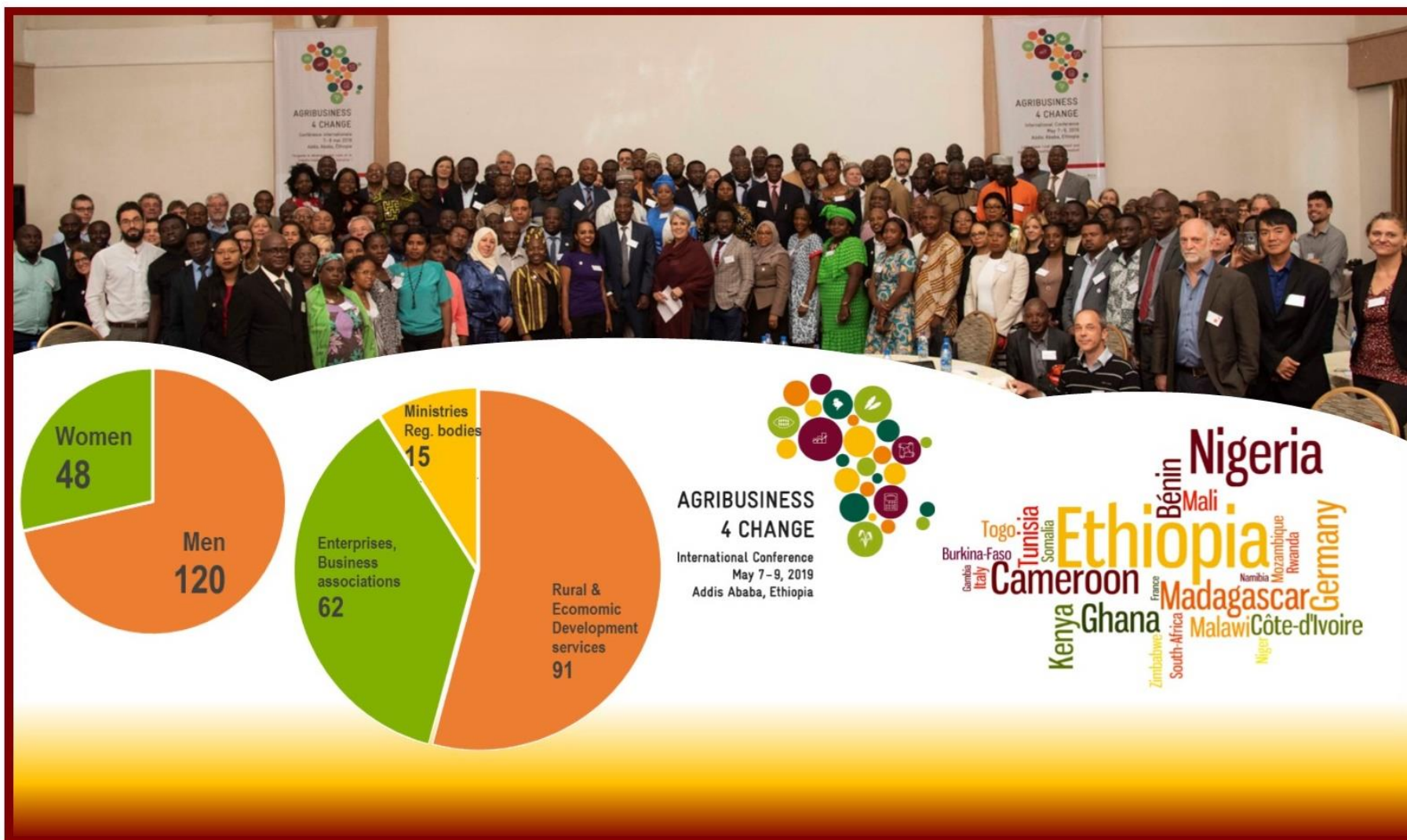
- ➔ L'agriculture est une entreprise.
- ➔ Les agriculteurs, les petits transformateurs, hommes, femmes, jeunes ou vieux, sont tous des agro-entrepreneurs - de petits producteurs agricoles.
- ➔ Le besoin de compétences et d'états d'esprit dans le secteur agroalimentaire.
- ➔ Les personnes travaillant dans le secteur agroalimentaire (les agro-entrepreneurs) investissent dans leurs entreprises.
- ➔ Les agro-entrepreneurs contribuent à la création d'emplois et à l'ajout de valeur en améliorant le secteur agroalimentaire.

Il s'agit d'une énorme opportunité si des stratégies et des investissements favorables et rentables sont déployés à temps et à l'échelle requise. Dans ce contexte, le renforcement de l'entrepreneuriat et la mobilisation de la jeunesse rurale pour le secteur agroalimentaire sont la condition préalable à une croissance inclusive et à une transformation économique.

La conférence **Agribusiness 4 Change** s'est tenue du 7 au 8 mai 2019 à Addis-Abeba, suivie de quatre visites de terrain simultanées le 9 mai 2019. Les participants, 168, issus de 20 pays africains, d'Allemagne et de France, étaient des professionnels du secteur agroalimentaire, des organisations de producteurs, des responsables du développement et des décideurs (Annexe 1). Ils ont abordé les thèmes ci-contre (à droite) en mettant l'accent sur (i) la mise à l'échelle d'approches éprouvées du secteur agroalimentaire et (ii) des politiques et investissements favorisant la jeunesse, l'entrepreneuriat, l'emploi ainsi que les investissements dans le secteur agroalimentaire. La conférence s'est appuyée sur des séances plénières, des panels, des sketches, des laboratoires de vision, des présentations et du marché de l'innovation au sein duquel 20 stands provenant des programmes, des entreprises et des organisations (Annexe 2).



L'application numérique de la conférence a fourni des informations sur l'ordre du jour, les participants, les conférenciers, permettant ainsi aux participants de poser des questions, de voter sur des enjeux, d'évaluer la conférence et de communiquer via de nouveaux flux et d'images.



La conférence en quelques mots

Ka Wallah du Cameroun et Mark Fynn du Ghana ont facilité la conférence.



Son Excellence, l'ambassadrice d'Allemagne en Ethiopie et auprès de l'Union Africaine, Mme Brita Wägener, a prononcé le mot de bienvenue. Elle a souligné l'importance d'une transformation inclusive de l'agriculture et de l'agroalimentaire pour la croissance et la stabilité politique (discours complet en annexe 3).



M. Esayas Lemma, directeur de la production végétale et de l'innovation, du Ministère de l'Agriculture et des Ressources naturelles a officiellement ouvert la conférence avec un chaleureux accueil. Il a confirmé la pertinence de la conférence pour l'Afrique et a souligné l'importance des formations agro-industrielles pour faire évoluer l'esprit d'entreprise et de compétences des agriculteurs qui leur permettra de devenir de meilleurs entrepreneurs, décideurs et investisseurs. Enfin, il a encouragé les échanges au niveau politique parmi les pays africains afin de stimuler le développement agricole. (Discours complet en annexe 4).



Au cours du panel d'ouverture d' **Agribusiness 4 Change**, Monsieur Y.O. Adeyeye, Directeur du *Young professionals of Agricultural and Rural Development* (YPARD) et le Dr Godfrey Bahigwa, Directeur du *Department of Rural Economy and Agriculture* de l'Union Africaine ont échangé sur les visions, les lacunes et les mesures nécessaires en ce qui concerne les jeunes dans l'agriculture et le secteur agro-industriel. Le rôle actif de la jeunesse et la façon d'exploiter l'énergie des jeunes par le biais des participations aux plateformes et aux politiques existantes ont été les plus discutés. L'amélioration de l'accès à la terre et au financement booste la jeunesse à se lancer dans le secteur agro-industriel. Un autre sujet a porté sur les politiques panafricaines liées à la jeunesse et la manière dont les membres de l'UA les valorisent, les mettent en œuvre et les gèrent dans le cadre de plans d'investissement nationaux ou de politiques spécifiques liées à la jeunesse. L'investissement dans les infrastructures sociales et productives encourage le secteur privé à investir en zones rurales et incite la jeunesse à y rester et à se lancer dans l'agro-industrie.



La comparaison du développement démographique et économique montre le grand écart entre la croissance favorable en faveur des pauvres et de création d'emplois en Afrique. Comblar l'écart dans la pratique a été le thème de la session facilitée par le programme-cadre A4SD¹ et Green Innovation². Les deux programmes fonctionnent à grande échelle dans différents pays. Un croquis présentant leurs impacts a montré l'augmentation des revenus de plus de 3 millions de petits exploitants africains, la création d'emplois et l'effet de levier des investissements privés et publics. Cependant, il devient évident que les défis liés au revenu et à la recherche d'un emploi auprès de la jeunesse nécessitent un renforcement supplémentaire.

Les discussions en plénière suivantes ont abouti à des recommandations clés visant à améliorer l'innovation en vue d'une mise en œuvre des approches réussies et de faire participer le secteur privé à la modernisation et l'entrepreneuriat dans les domaines de l'agriculture et de l'agroalimentaire.



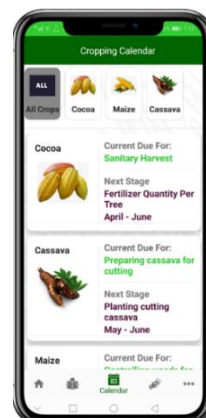
Les potentiels et les défis liés à l'ajout de la valeur et à la création d'emplois dans le secteur agricole ont été discutés³ au cours de la séance d'experts intitulée **Value Change**. Les potentiels les plus importants de création d'emplois ont été perçus dans le contexte rural (communautaire) avec la réduction subséquente de la migration. Des défis ont été constatés dans

la mise en œuvre de formations en agro-industrie sur place en tenant compte des contextes locaux. Il faut faire de la promotion pour s'assurer d'obtenir le maximum de possibilités d'investissement et d'emploi en zones rurales. Ces changements doivent être holistiques à différents niveaux.



L'Ecole d'Entrepreneuriat Agricole (EEA) passe au numérique

Patrick Ofori Agemang, a présenté FBS Innova, une nouvelle application numérique développée par AgroInnova Company Ltd. avec le soutien de SSAB. L'objectif est d'appuyer les agriculteurs dans l'application quotidienne des outils EEA à leur entreprise, les aidant ainsi à faire de meilleures affaires. À cet effet, FBSInnova comprend le Centre de formation (*Education Hub*), les outils EEA « Calendrier culturel » et « entrée / sortie d'argent ». La deuxième phase pilote est actuellement en cours et aboutira au lancement de FBSInnova au Ghana. Par la suite, il sera possible d'adapter l'application à d'autres chaînes de valeur et aux contextes nationaux.



20 programmes, partenaires et organisations ayant participé ont présenté leurs approches, leur expérience et leur impact sur le marché

¹ Agricultural Value Chains for Sustainable Development

² A. Matthess (A4SD-SSAB), M. Schmid (Green Innovation Centres for Agriculture and Food Sector), H. Widmer (A4SD-ComCashew), Kah Walla (Strategies!), Y. Kumi (Africa Foresight)

³ A. Lagauche, Touton S.A. France ; N. Kesraoui, Zitouna Tamkeen, Tunisie; E. Tefera, ATA Ethiopie; A. Tinubu, Eagleson & Nito Concepts Ltd Nigeria; K. Kpevon, FUPROCAT, Togo

de l'innovation. Il s'agissait notamment de l'EEA, de l'Ecole d'Entrepreneuriat Coopératif (EEC), de l'Ecole d'Entrepreneuriat de Transformation (EET) ainsi que d'autres approches de formation dans le secteur agro-industriel, des outils TIC, des supports ou canaux de communication uniques et des idées consacrées à des sujets tels que la création d'emplois, la mobilisation des jeunes ou l'inclusion financière des petits exploitants agricoles. Les échanges entre les participants ont été facilités par des affiches, des vidéos, des documents à distribuer, mais aussi par des idées non conventionnelles comme des photomaton et des séances de dégustation.



Les pionniers de l'Ecole d'Entrepreneuriat Agricole (EEA), c'est-à-dire des Maîtres Formateurs Internationaux et des conseillers techniques seniors ont été honorés lors du cocktail. La majorité d'entre eux ont consacré 10 ans de leur vie professionnelle au développement de l'EEA et à la déployer au-delà même de leurs pays d'origine.



Le deuxième jour de la conférence a commencé par

Voix des jeunes : *Qu'est-ce que rend l'agriculture attrayante pour les jeunes, quels sont les besoins, les désirs et les aspirations* ont été les questions initiales. Les

trois orateurs M. Abrahame Endrias (Green Agro Solution PLC), Mme Mariam Samake (GIZ Mali) et Mme Maness Nkhata Ngoma (Agriprenneur du Malawi) nous ont fait part de leurs réussites. Pour M. Endrias, la réussite passe par l'engagement auprès des agriculteurs et des coopératives ainsi que par l'échange avec les institutions de recherche.



Mme Samake a souligné l'importance d'être prise au sérieux en tant que jeune agricultrice, surtout en tant que femme dans le secteur. Les jeunes agriculteurs, hommes ou femmes, sont des personnes qui prennent des décisions et devraient être perçus de cette façon. Mme Nkhata Ngoma a mentionné l'importance pour le gouvernement de créer des conditions-cadres qui permettent aux jeunes d'entrer dans l'agriculture et de réussir.

Cette deuxième journée de conférence s'est poursuivie autour de quatre différents laboratoires de vision. Chaque participant a eu la chance d'en visiter deux différents.

Vision Lab A : Harvard Business School vs. Farmer Business School/CBS/PBS a abordé les potentiels et les limites du développement formel et non formel des compétences dans le secteur agro-industriel. Dr. Stephen O. Adeogun, Professeur agrégé s'est porté en faveur de l'éducation formelle et de l'agro-industrie non formel présenté par Priscilla Asare-Danquah, une maître formatrice de l'EEA de Ghana Cocoa Board. Stephen O. Adeogun a mis l'accent sur les connaissances acquises grâce à l'éducation formelle, créant ainsi une base solide pour les

activités agricoles, tandis que Priscilla Asare-Danquah a souligné le caractère participatif et l'importance des échanges actifs, qui sont plutôt renforcée par l'éducation non formelle. Malgré les différences cruciales entre les deux approches, de nombreux participants au laboratoire ont convenu qu'elles sont complémentaires et non distinctes, et qu'il faudrait donc établir davantage de dialogue sur la façon de rapprocher ces deux approches.



Vision Lab B : De la subvention à l'agro-industrie, Mme Mashumba et Mme Raharimboahangy, les deux panélistes, ont discuté avec les participants du rôle que les subventions peuvent jouer pour rendre le secteur agricole attrayant pour la jeunesse, comment sortir de la pauvreté et utiliser les subventions pour faire prospérer les entreprises. Les principales recommandations sont (i) que les subventions doivent être ciblées, limitées et harmonisées. Dans le même ordre d'idées, aucune subvention sans contribution de la part du groupe cible ne devrait être accordée.



Dans Vision Lab C, **l'investissement dans l'emploi** a d'abord été clarifié par une

présentation interactive des concepts. Les commentaires d'Annemarie Matthess (A4SD-SSAB) ont aidé le public à identifier un large éventail de possibilités d'emploi le long des chaînes de valeur. Il a été reconnu que les petits entrepreneurs du secteur de l'agriculture et de la transformation contribuent à l'ajout de la valeur par le biais des bénéfices, des salaires versés à la main-d'œuvre embauchée, de l'achat d'intrants et de l'utilisation des services. Les participants ont convenu que l'organisation professionnelle, l'agriculture contractuelle et les services aux entreprises non agricoles sont essentiels à la modernisation de la chaîne de valeur et à la création d'emplois officiels. Les participants ont conclu qu'il faudrait accorder plus d'attention à ces domaines et au secteur informel de l'agriculture qui emploie la grande majorité des populations rurales.

Au cours de la discussion sur **l'engagement des jeunes dans les débats politiques** de **Vision Lab D**, Gabriel Litunya, président de la *Kakamega Youth Agribusiness Association*, et Benson Nyariaro, chef de *Youth in Agriculture Unit* du Ministère national de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'irrigation du Kenya, ont présenté des exemples de la manière dont les jeunes ont été impliqués dans le processus politique d'élaboration de la stratégie nationale «Youth in Agribusiness Strategy» au Kenya. En discutant avec les participants, il a été recommandé que la promotion de la participation politique des jeunes soit assurée à différents niveaux (macro, micro, public, privé). Une vision commune de la politique et des représentants des jeunes ainsi qu'un engagement commun partagé par toutes les parties impliquées sont au cœur de cette évolution. Les structures existantes, par exemple les politiques, les institutions, les plates-formes et les réseaux devraient être utilisés comme points d'entrée pour les jeunes.



Après un récapitulatif des Laboratoires de vision, trois panélistes dans **Generation X-change 4 Future** à savoir M. Firmin Ayemou représentant la génération plus âgée, M. Gabriel Litunya la jeune génération et Mme Nicole Bolomey d'Andreas Hermès Akademie (AHA) le niveau institutionnel ont partagé leurs expériences sur la préparation et le soutien à apporter lors du processus de succession des fermes agricoles. Mme Nicole Bolomey (AHA) a présenté les approches permettant de faciliter un processus de succession en Allemagne. Elle a souligné que le sujet n'est pas dans un contexte facile. Si le processus est bien fait, la succession sera organisée bien avant le départ et peut signifier un succès durable pour l'entreprise, assurant ainsi un héritage pour la famille. Les trois expériences ont montré qu'une cession réussie d'une ferme ne peut se faire qu'en facilitant un échange intergénérationnel et en impliquant toutes les générations.



Après deux journées de conférence animées et inspirantes, M. Hanspeter Schwär, conseiller économique au ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement

(BMZ), a prononcé **le discours de clôture** de la conférence. Il a souligné les principaux points de la conférence, ainsi que l'importance des sujets discutés. La conférence a donné des orientations pour le développement futur. Une grande échelle est nécessaire pour avoir un impact dans le secteur agricole en Afrique. Par conséquent, l'agro-industrie doit encourager la jeunesse et créer des emplois. Les bonnes pratiques des approches agroindustrielles doivent être adoptées et transférées à d'autres projets et pays pour avoir un impact important. L'Éthiopie en est un bon exemple, et les réalisations sont déjà visibles.



La clôture officielle a été effectuée par M. Chimdo Anchala, directeur principal des projets de production et de productivité à l'Agence de transformation agricole (ATA) de l'Éthiopie. Il a apprécié la diversité et la pertinence du programme de la conférence. Le changement d'état d'esprit nécessaire du secteur agricole a été l'un des principaux points soulevés. EEA a déclenché un changement de mentalité chez les investisseurs, les hommes et les femmes d'affaires, les décideurs et autres. L'échange, le réseautage et la collaboration sont également essentiels pour transformer davantage le secteur agricole. Ceci a une fois de plus souligné l'importance de cette conférence. La conférence a ensuite été officiellement clôturée.



« Voir, c'est croire » : Quatre **sorties sur le terrain** ont terminé la conférence. Elles se sont concentrées sur les formations et les entreprises de transformation de l'EEA, les réunions avec la jeunesse rurale et les coopératives, et la possibilité de fournir de services. Voici quelques impressions



Intrants et moisson : informations partagées et résultats clés

Agribusiness 4 Change : visions, lacunes et actions requises

M. Adeyeye, directeur de YPARD⁴, et M. Bahiigwa, directeur du Département de l'économie rurale et de l'agriculture de l'Union africaine (UA) ont discuté sur la participation de la jeunesse aux débats politiques. En réponse à la question de M. Adeyeye, 14 participants (8%) ont déclaré avoir moins de 39 ans tandis que 5 des participants sont membres de YPARD.

L'énergie et les compétences de la jeunesse africaine sont précieuses pour le développement. Selon M. Adeyeye, les jeunes s'intéressent de plus en plus à l'agriculture. Mais les politiques doivent (i) construire l'infrastructure, (ii) mettre en place des conditions-cadres favorables et des incitations significatives et (iii) faire participer les jeunes aux plates-formes nationales existantes. Les priorités devraient être les secteurs et entreprises agricoles de même que l'agro-industrie offrant les meilleurs rendements dans une période relativement courte.

Dr. Bahiigwa a souligné les responsabilités des gouvernements des pays respectifs pour créer un environnement permettant aux jeunes de devenir actifs dans le secteur agricole, d'investir et de gérer des entreprises. Pour faire avancer ces politiques, la jeunesse doit être



connectée. L'Union africaine (UA) peut améliorer la

connectivité. Les plates-formes, telles que ces conférences internationales, pourraient être utilisées pour renforcer les processus au niveau continental. Dans ce contexte, la responsabilité de l'UA consiste à soutenir, assister et exhorter les gouvernements respectifs à mettre en œuvre la politique et à la surveiller adéquatement. Il a également mentionné que l'**PAGENDA 2063**⁵ est le plan directeur pour faire de l'Afrique la locomotive mondiale de l'avenir. L'Agenda propose la vision d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène mondiale.



L'entrepreneuriat des jeunes dans l'agriculture et le secteur agroalimentaire est entravé par le manque de compétences en entrepreneuriat et le développement de la chaîne de valeur, par les difficultés d'accès au financement et par un écosystème défavorable de développement de l'entrepreneuriat.

D'après la justification d'ENABLE
Initiative de la Banque africaine de
développement pour les jeunes

⁴ **Young Professionals for Agricultural Development (YPARD)** est un mouvement international de jeunes professionnels pour les jeunes professionnels. YPARD opère en tant que réseau et non pas en tant qu'institution formelle. Avec plus de 15000 membres provenant de 168 pays, cette plate-forme multipartite a pour mission principale de servir de réseau mondial collectif permettant aux jeunes professionnels de réaliser leur plein potentiel et de contribuer de façon proactive à un développement agricole innovant et durable. voir plus ... >> www.ypard.net

⁵ https://au.int/sites/default/files/documents/36204-doc-agenda2063_popular_version_en.pdf

Nos aspirations pour l'Afrique que nous voulons



D'ici 2063, les pays africains figureront parmi les pays les plus performants en termes de mesure de la qualité de vie à l'échelle mondiale. Cet objectif sera atteint grâce à des stratégies de **croissance inclusive, de création d'emplois et d'augmentation de la production agricole** ; les investissements dans les sciences, la technologie, la recherche et l'innovation ; l'égalité des sexes, **l'autonomisation de la jeunesse** et la fourniture de services de base, notamment la santé, la nutrition, l'éducation, le logement, l'eau et l'assainissement.

https://au.int/sites/default/files/documents/36204-doc-agenda2063_popular_version_en.pdf

La mise en œuvre de la **Charte africaine de la jeunesse**⁶ et des politiques nationales associées a également été mentionnée comme un autre cadre pour la promotion de la jeunesse.

Dr. Bahiigwa « *Nous voulons pousser les gouvernements* » : En fait, l'UA fournit des cadres de politique générale, tels que l'Agenda 2063, pour les adapter aux politiques nationales. Pour le secteur agricole, la **Déclaration de Malabo sur la croissance et la transformation accélérées de l'Agriculture pour une prospérité partagée, des conditions de vie améliorées et le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA)** en sont l'outil. L'UA améliore ces processus grâce à un soutien méthodologique et l'organisation de missions d'échanges / de pressions. Cela fonctionne, mais cela pourrait être mieux, comme le montre le rapport sur la mise en œuvre de la Déclaration de Malabo (2017)⁷ : « Sur les quarante-sept (47) États membres ayant fait état de progrès dans la mise en œuvre de la déclaration de Malabo, seulement vingt (20) ont déclaré être sur la bonne voie pour atteindre les engagements d'ici 2025 ».

Quant à la question **de la préparation des jeunes à l'agriculture et à l'agro-industrie**, M. Adeyeye a souligné que les jeunes devaient jouer un rôle actif : « Il faut être prêt ». L'engagement, la connaissance et l'évaluation des besoins de ce groupe cible jouent également un rôle important pour renforcer l'orientation du programme pour les jeunes en agriculture et en agro-industrie. La discussion qui a suivi a mis en évidence la nécessité pour les jeunes de contribuer à l'investissement.

Le YPARD **soutient en fait les jeunes pour le dialogue et le développement des politiques**, comme le montre le cas de la Stratégie des jeunes agriculteurs du Kenya dans le secteur agroalimentaire (Kenya Youth in Agribusiness Strategy⁸). Les choses semblent aller également dans la bonne direction dans d'autres pays : Le représentant de FMARD Nigeria a informé en plénière que le *Nigeria Youth Employment Programme* composé de deux branches, l'une destinée aux jeunes diplômés et l'autre aux jeunes non diplômés, a été développé avec des représentants de la jeunesse.

Un autre grand sujet de discussion était **l'infrastructure productive et sociale dans les zones rurales**, c.-à-d. routes, systèmes de transport, électricité, approvisionnement en eau, connectivité téléphonique et Internet, systèmes d'éducation, soins de santé. Une bonne infrastructure attire les investissements du secteur privé. Dans les pays africains, les infrastructures sont souvent insuffisantes et ne favorisent pas les investissements dans l'agriculture et l'agro-industrie. En investissant dans les infrastructures, les gouvernements créent l'environnement requis et propice pour les investissements du secteur privé.

⁶ Document complet https://au.int/sites/default/files/documents/30922-doc-african_youth_charter_english_0.pdf, mais peu d'informations sur la mise en œuvre de la charte sur Internet. Cela peut être dû au fait que les processus d'opérationnalisation sont absents : par exemple, l'UA n'a pas de jeunes dans l'agriculture).

⁷ <https://www.growafrica.com/resources/2017-progress-report-african-union-assembly-implementation-malabo-declaration>

⁸ https://ypard.net/sites/default/files/resources/kenya_youth_in_agribusiness_strategy_2017-2021_a.pdf

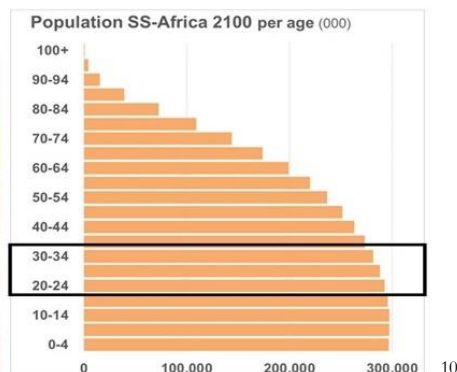
Principaux points à retenir



- L'avenir de l'Afrique repose sur les investissements du secteur privé.
- Les investissements publics et privés dans les infrastructures productives et sociales sont nécessaires pour que les zones rurales améliorent la production compétitive, apportent une valeur ajoutée et la valorisent
- Les jeunes s'intéressent à l'agriculture, mais ils ont besoin de soutien, de stimulus et d'un meilleur accès aux ressources.
- Les pays sont responsables de la mise en œuvre et du suivi de politiques favorables. L'UA et les organismes régionaux apportent leur aide. Les progrès effectifs sont toutefois lents et rapportés par moins de la moitié des nations africaines.
- Il existe de bons exemples en matière de participation des jeunes à la conception des politiques dans les pays africains.
- Il est possible d'améliorer l'orientation des politiques pour les groupes cibles de jeunes diplômés et non diplômés, la majorité.

Comblar le fossé dans la pratique

L'Afrique est le jeune continent qui a besoin de moyens de subsistance, de revenus et d'emplois. 20 millions de jeunes entrent sur le marché du travail chaque année. Les villes se développent et le nombre de personnes (clients !) à nourrir par producteur agricole augmentera considérablement. Dans ce contexte, le renforcement de l'entrepreneuriat des petits exploitants agricoles et la mobilisation des jeunes ruraux pour l'agro-industrie constituent la condition préalable à une croissance inclusive et à la transformation économique. Les approches connexes qui ont réussi à grande échelle, les impacts de sensibilisation et la façon de combler les lacunes ont été abordées dans une esquisse⁹ et dans une discussion plénière.



⁹ Développé et interprété /joué par A. Matthess (A4SD-SSAB), M. Schmid (*Green Innovation Centres for Agriculture and Food Sector*), H. Widmer (A4SD-ComCashew), Kah Walla (Strategies!), Y. Kumi (*Africa Foresight*) avec des participants.

¹⁰ Matthess A. avec les données de la Division de la population des Nations Unies. 2017. Perspectives de la population mondiale : Population totale (pour les deux sexes) par groupe d'âge de cinq ans, région, sous-région et pays, variante à migration zéro, 2015 - 2100



Le programme-cadre Agricultural Value Chains for Sustainable Development (A4SD) et le programme mondial *Green Innovation Centres for the Agriculture and Food Sector* fonctionnent à grande échelle. Le sketch s'appuie sur la genèse d'approches telles que l'Ecole d'Entrepreneuriat Agricole (EEA) la mise en œuvre à grande échelle, l'augmentation des revenus, les possibilités d'emploi créées dans la production et la transformation agricoles. Les données sur l'effet de levier des ressources publiques et privées qui complètent l'aide publique au développement constituent un autre lien avec la session précédente. Des données probantes sur la rentabilité ont également été fournies. La comparaison avec le développement économique et démographique des pays africains a mis en évidence qu'il existe encore un écart énorme en termes de sensibilisation et d'impacts, en mettant l'accent sur les jeunes et les générations futures.



Comblir les lacunes

- Quelle est la lacune ?
- Quels sont les risques du statu quo ?
- Que faut-il pour les approches à grande échelle ?
- Pourquoi est-il difficile de reprendre les innovations des autres ?
- Qu'est-ce qui facilite le passage à une plus grande échelle ?

ASRIBUSINESS 4 CHANGE

La discussion en plénière a commencé sur le thème prioritaire de l'appropriation des innovations. Les participants ont réuni les principaux facteurs de réussite, tels que la concentration sur les problèmes et les opportunités, la pertinence sociale, économique et environnementale, l'accès décentralisé aux innovations. Les innovations doivent être validées par les parties prenantes et confirmées par les impacts. Les adoptants doivent comprendre l'ensemble du processus, les facteurs de réussite / de risque et ce qu'il implique pour l'adaptation.



Pour reprendre les innovations des autres, il est important de changer les mentalités, sinon «les gens ne quittent pas leur zone de confort». Le changement d'esprit est également pertinent lorsque nous parlons des risques liés au statu quo, c'est-à-dire des investissements insuffisants dans l'emploi et les moyens de subsistance des jeunes. En fait, il semble y avoir une lacune dans l'état d'esprit de nombreuses parties prenantes : il faut reconnaître que **les agriculteurs sont des décideurs, font partie du secteur privé et donc des investisseurs**. En ce qui concerne les jeunes, nous devons garder à l'esprit qu'ils sont connectés par les médias numériques avec le monde en dehors des zones rurales et qu'il y a une déconnexion avec les réalités et les opportunités rurales. Une solution spéciale de médias et de TIC peuvent ouvrir à nouveau la perspective sur les moyens de subsistance en milieu rural.

Des approches de formation dans le secteur agro-industriel, telles que l'Ecole d'Entrepreneuriat Agricole (EEA) ont été développées pour répondre aux besoins et aux opportunités des petites exploitations agricoles à grande échelle. L'accent est mis sur les connaissances, les compétences et les attitudes des entreprises. Ce dernier est fait pour déclencher le changement de l'intérieur. EEA s'appuie sur des partenariats public-privé pour une mise en œuvre à grande échelle.

Les évaluations montrent que l'EEA a des impacts tels que l'augmentation des revenus provenant de la production diversifiée, une meilleure nutrition, une organisation de producteurs et un accès au financement. La rentabilité conforme aux normes de qualité est importante pour maintenir les formations dans le secteur agro-industriel et permettre la passation de marchés, par exemple par des producteurs ou des organisations interprofessionnelles. Les effets sur l'emploi ont été montrés précédemment par le sketch

La base économique, c'est-à-dire l'environnement économique et l'information, est essentielle au succès, car il est inutile pour les producteurs d'obtenir plus de rendement après des formations sans vendre. Il est donc évident que les liens entre les segments de la chaîne de valeur aident à relever ce défi. Des approches normalisées, comme l'EEA, permettent une mise en œuvre à grande échelle. Toutefois, ils doivent laisser suffisamment de place pour s'adapter à d'autres contextes si nécessaire.

Principaux points à retenir



- ➔ L'accent mis sur les problèmes et les opportunités, la pertinence sociale, économique et environnementale et l'accès décentralisé favorisent l'adoption des innovations. Les innovations doivent être validées par les parties prenantes et confirmées par les impacts.
- ➔ Les adoptants doivent comprendre l'ensemble du processus d'innovation, les facteurs de réussite/de risque et ce qu'il implique pour l'adaptation
- ➔ Les agriculteurs sont des décideurs et des investisseurs. Faisant référence aux défis démographiques et au lent développement de l'industrie, l'entrepreneuriat est l'option N° 1 pour la transformation de l'agriculture familiale africaine, de la jeunesse et du monde rural.
- ➔ Des approches normalisées, comme l'EEA, permettent une mise en œuvre à grande échelle. Il doit y avoir suffisamment de place pour s'adapter à d'autres contextes si nécessaire et ils doivent être intégrés aux chaînes de valeur.

- ➡ Les approches à grande échelle des programmes régionaux et globaux sont couronnées de succès et progressivement reprises. Cependant, il faut beaucoup plus d'échelle, de rapidité et d'appropriation africaine pour combler la lacune.
- ➡ Le développement des connaissances, des compétences, des attitudes et des partenariats dans le secteur agricole.

« Variation de la valeur » Ajout de valeur et potentiel d'emploi

Cinq intervenants, dont quatre du secteur privé, ont partagé leur expérience pratique en matière de création de valeur ajoutée et d'emploi. Sur cette base, ils ont évalué les potentiels et les défis afin de formuler des recommandations.



Audrey Lagauche de Touton S.A. France¹¹ a donné un aperçu **des interventions agronomiques et socio-économiques de l'entreprise au niveau des communautés productrices de cacao**. La formation technique et la formation EEA sont combinées avec des arrangements innovants sur les services techniques impliquant des jeunes ruraux- Cela favorise la production de cacao en tant qu'entreprise, la diversification, ajoute de la valeur autour du cacao et est bénéfique pour l'entreprise elle-même : **Sans agriculteurs, nous n'avons pas d'affaires**.



Nabil Kesraoui, Directeur de l'ingénierie commerciale, a présenté Zitouna Tamkeen¹², la première institution de microfinance islamique en Tunisie. Zitouna Tamkeen **associe l'autonomisation économique, le renforcement des capacités et les services financiers aux micro-entrepreneurs**. Elle fait participer les entreprises en aval dans la chaîne de valeur en tant que partenaires stratégiques et économiques. Zitouna Tamkeen coopère avec Delice, une société laitière qui a introduit EEA en Tunisie pour les producteurs de lait. La formation EEA est une condition préalable pour le soutien de Zitouna Tamkeen.



Eshetayehu Tefera d'Agricultural Transformation Agency (ATA) en Ethiopie a informé que ATA soutient la **transformation des petits agriculteurs éthiopiens en entrepreneurs avec plus de revenus**. ATA soutient le ministère de l'Agriculture et des Ressources de l'élevage, les institutions affiliées, les gouvernements régionaux et les partenaires afin de mettre à niveau les chaînes de valeur des produits de base hautement prioritaires et les zones géographiques par le biais de Agricultural Commercialization Clusters (ACC) Initiative. Dans ce cadre, ATA soutient l'introduction de la formation EEA.



Adenike Tinubu dirige Eagleson & Nito Concepts Ltd., une entreprise de transformation du manioc au Nigeria. Elle gère un programme de sous-producteurs qui évolue vers l'agriculture contractuelle. **Les formations EEA et autres sont des services intégrés** destinés aux groupes de producteurs fournisseurs de manioc. Le programme crée des emplois, réduit les pertes post récolte et consolide la base d'approvisionnement de l'entreprise en termes de quantité et de qualité.



Koffigan Kpevon, directeur exécutif de FUPROCAT¹³ Togo, a partagé l'expérience de la fédération en matière de services techniques et commerciaux : pépinières, mesure et pulvérisation dans les exploitations agricoles, formations EEA et CBS mises en œuvre par le pool de formateurs de la fédération. Des services de qualité réduisent le goulot d'étranglement de la main-d'œuvre rurale et créent des emplois pour les jeunes. Les rendements, la qualité, les ventes et le remboursement des prêts se sont améliorés.

¹¹ Touton fournit du cacao, du café, de la vanille et des ingrédients naturels de qualité et d'origine responsable à ses clients
<https://touton.com/>

¹² www.zitounatamkeen.com

¹³ *Fédération des Unions de Groupements des Producteurs de Café et Cacao du Togo*

Les panélistes ont montré comment leurs organisations exploitent les potentiels d'une transformation agricole inclusive : un dénominateur commun est **le développement des capacités entrepreneuriales, techniques et organisationnelles des petits exploitants agricoles pour s'assurer qu'ils jouent un rôle actif en tant qu'investisseurs prenant une décision éclairée**. Un autre point commun des approches est **d'optimiser l'allocation des facteurs**, par exemple les services techniques visant à réduire les goulots d'étranglement dans l'économie du travail ou le capital d'investissement afin de permettre l'intensification de la production, l'ajout de valeur par la qualité, la transformation et les liens commerciaux tout au long de la chaîne de valeur comme le souligne si bien M. Tefera «La transformation, c'est là que nous ajoutons de la valeur aux produits, si les habitudes de consommation sont respectées ».

Le panel confirme ainsi un énorme potentiel de création d'emplois dans le contexte communautaire et rural qui peut réduire la migration. « **Sortir des sentiers battus** » (Mme Tinubu) aide à développer des approches **novatrices pour l'emploi à la ferme et à l'extérieur et sera nécessaire en particulier pour faire évoluer les approches réussies**. En outre, des investissements dans l'infrastructure doivent être faits dans ces communautés rurales. Il existe des possibilités d'ajout de valeur dans le traitement et les services. Les approches fondées sur des données probantes et normalisées, p. ex., les EEA, aident à structurer et intensifier la collaboration entre les différents intervenants, y compris les producteurs.

L'éducation et le développement des compétences constituent des défis majeurs : les formations techniques ne suffisent pas. Les formations agro-industrielles doivent être effectuées sur place. Afin que les jeunes restent en zones rurales, l'infrastructure éducative doit également être disponible. Cela signifie un accès garanti aux écoles primaires et secondaires dans ces zones rurales. De plus, des stimuli doivent être créés afin de rendre le secteur attractif pour les jeunes. L'accès à la terre et aux finances pour ces derniers doit être abordé.

Compte tenu de la lacune et de l'ampleur nécessaire pour le combler, **il faut faire du plaidoyer** afin d'obtenir l'infrastructure nécessaire et le maximum d'investissements pour créer plus d'emplois dans les régions rurales. Ces changements doivent être globaux au niveau communautaire, mais également à un niveau plus élevé, en particulier politique.

Principaux points à retenir



- ➔ La création d'emplois en milieu rural réduit la migration.
- ➔ Le développement global des capacités et les investissements se traduisent par une meilleure performance des petites exploitations, des emplois à la ferme et hors ferme pour les jeunes professionnels ruraux et qui bénéficient également aux entreprises en amont et en aval de la chaîne de valeur.
- ➔ Les approches normalisées aident à structurer la collaboration entre les partenaires, y compris les producteurs, et à aller vers une plus grande échelle
- ➔ L'éducation, le développement des compétences, les infrastructures et les incitations destinées à rendre l'agriculture attrayante pour les jeunes sont des défis politiques majeurs.
- ➔ Sortir des sentiers battus pour élargir les approches réussies et assurer une distribution équitable de la valeur ajoutée tout au long de la chaîne de valeur.

L'application de conférence a soulevé les commentaires suivants :

- Quelle est la part réelle des producteurs dans la chaîne de valeur ? Augmentation des revenus et des profits ? Comment pouvons-nous nous en assurer ?
- Comment la valeur ajoutée peut-elle également être redistribuée aux travailleurs afin qu'ils puissent disposer de meilleurs moyens de subsistance, une condition qui les maintiendrait dans les services non agricoles ?
- En ce qui concerne l'assurance agricole, y a-t-il des pays en Afrique qui ont déjà réussi ?
- Comment faire face au manque de compétences dans les zones rurales quand on parle de « valeur ajoutée et d'emploi ? »
- L'accès aux services d'infrastructure de base (routes, électricité, etc.) reste un défi pour les petits producteurs / transformateurs. En outre, le coût élevé du démarrage et du maintien d'une entreprise en Afrique reste un défi en raison des taux d'intérêt élevés, des impôts, de l'accès à la terre, qui affecte la chaîne de valeur. Comment peut-on les surmonter ?
- Comment pouvons-nous collaborer avec d'autres parties prenantes pour atteindre nos objectifs de transformation dans le secteur de l'agriculture ?
- Comment traiter des questions telles que les prix, la vente parallèle, la qualité des matières premières dans les accords d'agriculture contractuelle avec les agriculteurs (groupes d'agriculteurs) ?
- Les banques ne sont pas tout simplement prêtes à prendre des risques en ce qui concerne les petits producteurs non structurés. Qui rassemble ensuite les agriculteurs, renforce leurs capacités et les relie ensuite aux institutions financières.
- La nécessité de faire participer les jeunes avec succès, dans le secteur agro-industriel est essentielle. Dans la plupart des pays africains, les agriculteurs sont âgés.
- L'agro-industrie et les marchés à développer : les services financiers ruraux, les TIC, l'infrastructure de marché sont très importants. Comment voyez-vous cela ?
- On dit souvent que dans une chaîne de valeur, le maillon producteur est le moins rémunéré par rapport aux autres acteurs. Qu'en pensez-vous ?
- Est-ce-que les potentiels à développer ne dépendent-ils pas du marché et de la capacité d'accéder aux technologies appropriées ?



L'EEA passe au numérique : application FBSInnova

Patrick Ofosu Agyemang a présenté FBSInnova, une nouvelle application numérique développée par AgroInnova Company Ltd. avec le soutien de SSAB. L'objectif est d'assister les agriculteurs dans l'application quotidienne des outils EEA à leur entreprise et par conséquent, les aider à améliorer leurs activités. À cet effet, FBSInnova comprend le centre de formation, ainsi que les outils EEA « calendrier de culture » et « entrée/sortie d'argent ».

Le centre de formation (*Education Hub*) fournit aux agriculteurs des conseils techniques sur les bonnes pratiques agricoles et des mises à jour qui sont essentielles pour mener des activités durables. Le calendrier de culture aide les agriculteurs à effectuer des activités à temps et leur rappelle les opérations à mener. Le module d'entrée/sortie d'argent (Money-In/Money-Out) aide à établir le budget des entreprises agricoles, à enregistrer et à surveiller les dépenses de production ainsi que les revenus provenant des ventes et enfin à déterminer si le résultat est un profit ou une perte.

Dans un scénario futur, l'outil doit idéalement être réalisé à l'échelle internationale et doit donc être adapté à différents contextes nationaux, incluant diverses cultures et des conditions individuelles à toute planification d'activités. Pour l'instant, l'application est encore dans sa phase pilote, mais les informations supplémentaires spécifiques à chaque pays seront bientôt disponibles.

En complément des formations analogiques EEA et BPA, l'application FBSInnova renforcera les impacts sur les revenus (ODD 1) et la sécurité alimentaire (ODD 2).



Marché de l'innovation

Le marché de l'innovation a été très riche. Les programmes, organisations et entreprises participants avaient des stands très créatifs et colorés. Tout au long de la conférence, ils ont présenté leurs approches, leurs expériences et leurs impacts sur la productivité, la qualité, les revenus et l'emploi. Des cabines photo, des séances de dégustation et des tests visuels du secteur agro-industriel ont finalisé les activités des stands. Les sujets suivants ont été abordés :



- 🍇 Des formations dans le secteur agro-industrielle, à savoir EEA, CBS, PBS, etc., à différents niveaux, pour différents groupes cibles et dans différents contextes couvrant tous les stands :
- 🍇 Nouveaux matériels de formation EEA d'Éthiopie, du Rwanda, du Cameroun et du Bénin
- 🍇 *Processor Business School* (PBS) pour les produits forestiers non ligneux tels que l'huile de balanites et de moringa du Cameroun
- 🍇 SME Business Loop (PME en boucle) ; Ghana, Malawi; Développement d'un plan d'affaires et services techniques pour la création d'emplois (Togo)
- 🍇 Approches visant à associer l'entrepreneuriat aux services de micro finance au Cameroun, en Tunisie et au Malawi
- 🍇 Stratégies mises en œuvre allant de l'entrepreneuriat individuel (formation EEA) à des services aux entreprises coopératives au Nigéria
- 🍇 Professionnaliser les petits exploitants pour de meilleures affaires au sein des chaînes de valeur et pour s'adapter au changement climatique (Madagascar)
- 🍇 Médias numériques sur les BPA et la nutrition saine (www.ssab-africa.net) de même que sur la transformation des produits forestiers non ligneux et l'organisation professionnelle (ProPFE Cameroun)
- 🍇 Applications et services numériques
 - Digital Farmer Services et suivi numérique des formations d'ESOKO
 - FBSInnova d'AgroInnova, Ghana
 - Smart Apiculture Management Services, Ethiopie
 - e-Extension d'ANADER, Côte d'Ivoire



Les visiteurs du marché de l'innovation ont appris des présentateurs de stands, ont partagé leurs expériences et / ou ont discuté de questions critiques sur différents projets. On espère que le marché de l'innovation aura été le point de départ de nouveaux échanges sur l'avenir de l'agro-industrie, ce qui peut également se faire via l'application de la conférence.





Pionniers de l'Ecole Entrepreneuriat Agricole

Fonder un mouvement comme celui qui entoure les formations à grande échelle dans le secteur agroalimentaire est impossible sans de fortes personnalités professionnelles engagées. Pour cette raison, la conférence a honoré les pionniers de l'EEA lors du cocktail: Des maîtres formateurs internationaux et des conseillers techniques seniors du programme *Sustainable Smallholder Agri-Business Programme* ont reçu des certificats pour leur engagement et leur soutien actif depuis la conception de l'EEA. Ces certificats sont de distinctions qui démontrent également leur grande contribution à la diffusion et à la mise en œuvre réussies de EEA ayant permis de maintenir des normes de qualité élevées.

Maîtres formateurs internationaux d'EEA

Rigobert Elarion Mbahe, Cameroun
Dr. Stephen Oluseun Adeogun, Nigeria
Firmin Ayemou, Côte d'Ivoire
Robert Djè Kouakou, Côte d'Ivoire
Ekundayo Mejabi Nigeria
Adamu Muhammad Ahmad, Nigéria
Mme Patricia Likongwe, Malawi
Jacob Zulu. Mozambique

Conseiller technique seniors de GIZ-SSAB

Hell Makong, Cameroun
Henri Egné Laubouet, Côte d'Ivoire
Ayo Akinola, Nigeria
Benjamin Asare, Ghana



Nous brillons pour vous



Voix des jeunes : Aspirations, Expérience, Politique d'orientation

M. Abrhame Endrias (Green Agro Solution PLC, Éthiopie, à gauche), Mme Mariam Samake (GIZ Mali, 2e à droite) et Mme Maness Nkhata Ngoma (Agripreneur du Malawi, à droite) ont fait entendre leurs voix. Ils ont partagé leur perception sur ce qui rend le secteur agricole si attrayant et comment ils étaient devenus actifs en tant que homme/femmes d'affaires dans le secteur. Le panel n'a pu prendre fin qu'après avoir noté leurs exigences sur le secteur et leurs plans pour l'avenir.



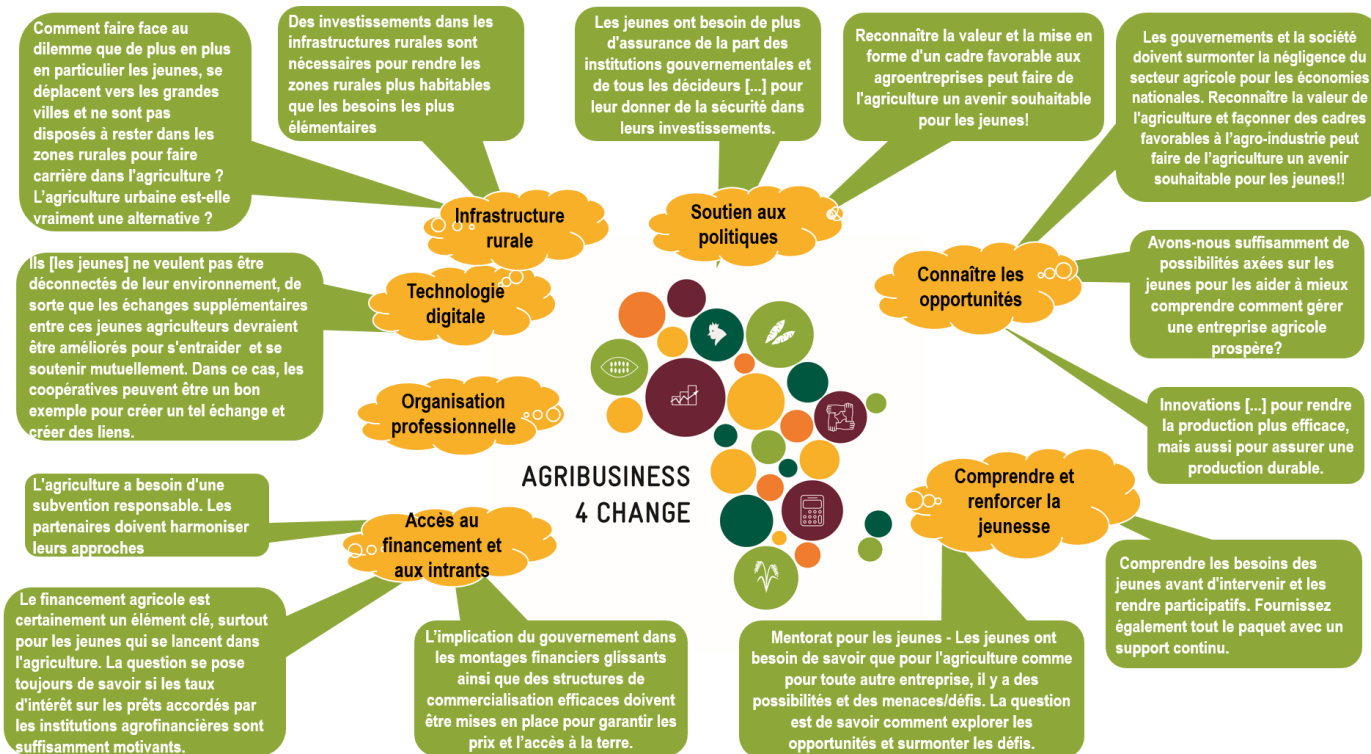
M. Endrias, fils d'enseignants, a travaillé comme agriculteur après avoir obtenu son diplôme universitaire. Cependant, en raison de la chute libre des prix des produits, il a été contraint d'abandonner l'agriculture comme entreprise pour travailler en tant qu'employé. En 2014, il a investi dans la prestation de services. Aujourd'hui, environ 12 400 agriculteurs achètent leurs intrants et font appel à des services de mécanisation chez *Green Agro Solution PLC*. Les services financiers font partie intégrante de l'agriculture contractuelle. Il observe que les facteurs de réussite dans la formation des agriculteurs fait partie de la stratégie de commercialisation, de la coopération avec les agriculteurs, les jeunes et les coopératives ainsi que des échanges avec les institutions de recherche.

Mme Nkhata Ngoma, fille d'agriculteurs, a raconté son histoire de jeune femme agripreneur et de la création de la société Lakeshore Agro-Processors Enterprise (LAPE). Elle a diversifié la ferme familiale d'environ 20 ha et a commencé à transformer des entreprises. LAPE s'associe activement avec les jeunes et les femmes pour cultiver des produits clés et ajouter de la valeur grâce à la transformation. LAPE soutient les stages universitaires, les jeunes ruraux pour transformer leur agriculture en entreprises et les aide à s'organiser en groupes. Mme Nkhata Ngoma a souligné l'importance pour le gouvernement de créer des conditions-cadres permettant aux jeunes d'entrer dans l'agriculture et de réussir.

Mme Samake, fille d'enseignants, a grandi en milieu rural et s'est intéressée à l'agriculture. Elle a étudié l'économie agricole. Aujourd'hui, elle travaille pour la GIZ en tant que conseillère technique. Elle promeut différentes chaînes de valeur et coordonne des agriculteurs et des organisations. Elle a souligné l'importance d'être prise au sérieux en tant que jeune agricultrice, en particulier en tant que femme dans le secteur. Les jeunes agriculteurs, hommes ou femmes, sont des personnes qui prennent des décisions et devraient être perçus de la sorte.



Les nombreux commentaires et questions de l'application de conférence montrent l'importance des voix des jeunes dans les débats politiques: ...veuillez consulter la page suivante



Les principaux éléments suivants résument les exigences très concises et fondées sur des données probantes des panélistes à l'intention du secteur et des jeunes qui s'intéressent à l'agriculture :

Principaux points à retenir



- ➔ Les jeunes entrepreneurs du secteur agroalimentaire engagent les agriculteurs et les jeunes, mobilisent les investissements et jouent un rôle clé dans la modernisation de l'agriculture, de l'agro-industrie et des chaînes de valeur.
- ➔ La coopération commerciale de jeunes entrepreneurs agroindustriels diplômés avec des agriculteurs et des jeunes moins susceptibles d'avoir une éducation formelle, établit des ponts, crée des emplois et, par conséquent, contribue à la transformation rurale.
- ➔ A priori, les jeunes n'ont pas de vocation pour l'agriculture. En s'appuyant sur cette expérience, les politiques et les stratégies de soutien seront plus ciblées et plus propices.
- ➔ L'agriculture est intéressante pour les jeunes, mais les obstacles à l'entrée, comme l'accès à la terre et aux finances, devraient être réduits.
- ➔ La connaissance est le point de départ. L'éducation formelle dans le secteur agro-industriel doit devenir plus pratique et plus axée sur l'esprit d'entreprise car il s'agit d'aspects essentiels pour améliorer l'entrée sur le marché agro-industrie.
- ➔ Pour une entrée effective dans l'agro-industrie, les jeunes devraient être prêts à contribuer à des investissements avec des capitaux propres, par exemple le cadre de programmes de subventions de contrepartie ou de services financiers correspondants.
- ➔ Les modalités des services financiers ou des programmes de subventions de contrepartie doivent être alignées sur les besoins, la saisonnalité et les opportunités de marché des petites et moyennes entreprises (PME) dans le secteur agro-industriel.
- ➔ L'image de l'agriculture dans les sociétés africaines n'est pas positive. Les stratégies de soutien doivent également déployer les médias de masse et les TIC pour communiquer les opportunités commerciales, les modèles pour les jeunes et les exemples de réussites.

Harvard Business School vs. Farmer Business School/CBS/PBS

Discussion sur le développement des compétences commerciales – formelles et non formelles – en tant que moteur de l'agro-industrie inclusive. Quelles sont les limites et les potentiels des formations formelles et non formelles ? Comment renforcer les liens entre les deux, tout en faisant face aux réalités ? Deux personnes ont préparé le terrain pour cette discussion :

Dr. Stephen Oluseun Adeogun, est professeur agrégé à Federal University of Agriculture, Abeokuta Ogun State au Nigéria. Il a plus de dix ans d'expérience en recherche au Cocoa Research Institute of Nigeria avant de s'installer à l'université où il travaille depuis dix ans. Stephen est consultant à la GIZ sur l'EEA depuis le début du programme, il y a dix ans. Il est actuellement l'un des maîtres formateurs internationaux de l'EEA et un formateur principal de Cooperative Business School (CBS).

Dans son rôle de professeur agrégé, Stephen fait souvent l'expérience des étudiants avec des connaissances qu'ils ont pu adopter et mettre en œuvre grâce à l'éducation formelle. On peut toujours voir la différence entre un agriculteur qui n'a pas fait d'études formelles et quelqu'un qui possède de vastes connaissances et une grande expertise dont il peut se servir pour son entreprise agricole.

Sans éducation formelle, les gens pourraient ne pas être en mesure de comprendre et d'utiliser pleinement la technologie. Il est convaincu qu'il faut des connaissances scientifiques comme informations de base pour leurs pratiques agricoles afin de convertir ces connaissances en argent. L'éducation formelle permet aux jeunes de comprendre que la croissance se fait lentement et de planifier à l'avance, le temps d'investir afin d'atteindre ce qu'ils veulent - de l'argent rapide, un succès rapide n'est pas efficace.



Priscilla Asare-Danquah est formatrice de l'EEA et travaille comme responsable technique principal pour le Ghana Cocoa Board (Cocobod). Elle est titulaire d'un baccalauréat en agriculture avec une spécialisation en vulgarisation de Kwame Nkrumah University of Science and Technology. Après avoir terminé son service national, elle a travaillé comme agent de vulgarisation sous contrat pour Cocobod et est devenue superviseur peu après. À ce titre, elle a également supervisé des agents de vulgarisation au sein de l'EEA avant de devenir elle-même, Maître-formatrice pour l'EEA et le CBS.

Priscilla représente les avantages de l'éducation non formelle. Parce qu'elle croit que c'est le seul moyen de combler le fossé, pour beaucoup de gens. En ce qui concerne l'EEA, il n'y a pas d'exigence décourageante - on s'attend tout simplement à ce que le participant ait un intérêt général dans le secteur agricole. L'un des stimulus le plus important est le certificat qui peut être obtenu en seulement 5 jours. Être certifié dans une éducation non formelle telle que l'EEA peut fortement renforcer la confiance du titulaire du certificat lorsqu'il rencontre des partenaires (potentiels) commerciaux.

Les approches participatives renforcent l'efficacité de l'EEA. La prestation et la communication se font dans les communautés. C'est plus pratique, moins coûteux et plus efficace. Les agriculteurs partagent leurs connaissances, formulent eux-mêmes des idées et améliorent leur entreprise après EEA. Le CBS est un autre bon exemple d'apprentissage de groupe participatif où les agriculteurs apprennent les uns des autres au sein d'une structure organisée.

Le public a discuté des cinq sujets ci-dessous

1. **Comment appliquer l'éducation non formelle telle que l'EEA aux analphabètes ?** (Martin Maurer) - Priscilla Asare-Danquah: Avec l'EEA, vous vous assurez que 30% des participants savent lire et écrire. Cela garantit que les participants peuvent s'entraider pendant et après la formation.
2. **L'éducation académique et l'éducation pratique ne peuvent plus s'opposer l'une à l'autre.** L'éducation informelle est particulièrement intéressante et constitue un guide pratique pour les coopératives et les agriculteurs. Cependant, nous sommes toujours très prudents aujourd'hui malgré les possibilités créées, par exemple, le CBS en termes d'emploi. Par conséquent, nous devons appeler à la nécessité **de normaliser les concepts non formels tels que le CBS.** (Nabil Kesraoui)
3. Une éducation formelle est nécessaire pour fournir des connaissances et des compétences. Toutefois, l'éducation formelle s'adapte principalement au contexte social. Il n'est pas facile de surmonter ces difficultés dans les systèmes éducatifs. **La majorité des jeunes que nous examinons aujourd'hui ne sont pas privilégiés sur le plan d'éducation. Ici, l'EEA comble une lacune et nous devrions considérer l'EEA et l'éducation formelle comme allant de pair.** (Janvier Afrika)
4. L'éducation formelle est une chose. Il devient encore plus important de trouver un emploi après avoir suivi une formation officielle. Nous avons besoin de **plus de possibilités d'emploi** après le cheminement par l'éducation formelle !
5. Lorsqu'il s'agit d'éducation formelle, il ne s'agit pas seulement des connaissances elles-mêmes. Surtout en ce qui concerne les agripreneurs, ils ont besoin de **l'esprit d'entreprise** pour négocier ainsi que des **compétences en communication**.



Principaux points à retenir



- ➔ L'éducation formelle et non formelle sont complémentaires !
- ➔ L'orientation vers les marchés (produits, services et emploi) de formations formelles doit être affinée et les programmes doivent être adaptés
- ➔ L'éducation formelle associée à la formation pratique (système dual) est plus efficace et permet d'acquérir les compétences nécessaires pour améliorer l'employabilité.
- ➔ L'écart social est encore trop grand – l'éducation formelle n'est même pas parfois une option en raison de qualifications insuffisantes dues au contexte social
- ➔ Le développement informel et à court terme des compétences répond aux besoins urgents des jeunes afin de trouver leur passion, leur rôle et d'acquérir les compétences requises pour les chaînes de valeur agricoles. C'est l'option pour les jeunes moins privilégiés en termes d'éducation formelle qui peut être offerte à moindre coût et à grande échelle.
- ➔ Il faudrait créer un groupe bassin d'entrepreneurs pour des emplois formels potentiels.
- ➔ Nous devons créer plus d'emplois afin d'inciter les gens à suivre une éducation formelle

De la subvention à l'agro-industrie

Les jeunes agripreneurs quittent la pauvreté et passent de subventions à des entreprises prospères. Quel soutien des secteurs public et privé est nécessaire pour être compétitif ? Combien faut-il et combien est propice ? Quelle est la contribution des jeunes agripreneurs ? Deux jeunes professionnels africains ont apporté leur contribution et inspiré le travail de groupe :



Ruramiso Mashumba cultive diverses cultures telles que les pois mange-tout, le maïs, le riz brun entier, le sorgho, le mil et les gommiers dans l'est du Zimbabwe. En 2017, elle a été reconnue comme boursière d'*Echoing Green* et élue députée de la *Southern African Confederation of Agricultural Unions*. Elle est également présidente nationale de la jeunesse pour *Zimbabwe Farmers Union* et membre du *Global Farmer Network*. À l'âge de 14 ans, elle avait déjà développé une passion pour l'alimentation. En regardant sa mère qui travaille dans le développement, elle a toujours été tentée de travailler à l'intérieur et avec les communautés rurales. Elle a obtenu un diplôme en agriculture, un domaine très dominé par des hommes âgés et donc moins attrayant

pour les jeunes femmes. Son parcours académique a ensuite été suivi par une carrière en agriculture, qui lui a fait remarquer à maintes reprises que la capacité à gagner de l'argent n'est pas suffisamment mise en avant pour inciter les jeunes / femmes à poursuivre une carrière dans ce domaine. Elle termine sa déclaration en demandant plus de soutien pour les jeunes en agriculture. **« L'agriculture est sexy, mais il y a trop d'obstacles ! »**

Q: *Est-il difficile pour vous de conclure un contrat avec des fournisseurs potentiels ? Fournissez-vous aux marchés haut de gamme ? Quelles normes devez-vous respecter dans votre pays pour réussir sur les marchés concurrentiels ?*

Pour garantir le respect des normes, les marchés haut de gamme locaux audient votre ferme afin de contrôler la façon dont vous produisez. Le coût pour cela est supporté par le preneur. En ce qui concerne l'exportation, une certification mondiale permet l'entrée sur le marché. En faisant partie d'un système de certification des sous-produits, les coûts connexes peuvent être pris en charge par eux.



Hobisoa Prisca Raharimboahangy est responsable du développement durable chez Symrise. Elle est responsable de la coordination des partenaires impliqués dans l'éducation, la santé et l'EEA dans le cadre du programme Amélioration des moyens de subsistance pour les producteurs de vanille dans la région de Sava à Madagascar. Symrise suit une approche de développement durable et finance des programmes éducatifs et des formations telles que celle de l'EEA. Malgré ces offres, de nombreux jeunes abandonnent toujours leurs études scolaires pour aider leurs parents. Par conséquent, des comités de jeunes ont été formés, par exemple : *Save the Children* et

des programmes tels que *'Pathway-Life Skills'* ont été mis en place pour fournir un soutien supplémentaire. Les jeunes sont formés à l'agriculture, mais aussi à la vie courante. Ensemble, un plan d'affaires est développé pour de petits projets agricoles. Beaucoup de systèmes de soutien s'arrêtent à ce stade. Symrise offre un petit support de démarrage pour passer de la phase des idées à la mise en œuvre.

« Pour soutenir efficacement les jeunes entrepreneurs agricoles, nous devons faire participer les parents à la discussion. »

Q: *Comment intégrez-vous des jeunes qui ont déjà abandonné l'agriculture ? Cela sera-t-il même possible sans les subventionner ? Par exemple, en Tunisie, la production de lait est fortement subventionnée et ne survivrait pas sans la subvention.*

Pour toute démarche éducative, les subventions sont cruciales. Sinon, il est très difficile de transformer l'agriculture en une entreprise. Cela signifie un soutien financier et des partenariats sur des connaissances et des compétences spécifiques. Symrise fournit des ressources financières directement aux jeunes agripreneurs sur la base d'un plan d'entreprise, ce qui permet par la suite de distinguer des cas spécifiques. <https://vanilla.symrise.com>

*Obtenir de l'énergie et la
dynamique de groupe pour
le laboratoire de vision.*

Principaux points à retenir

Comment passer de la
subvention à l'agro-
industrie ?

Résultats du groupe de
travail

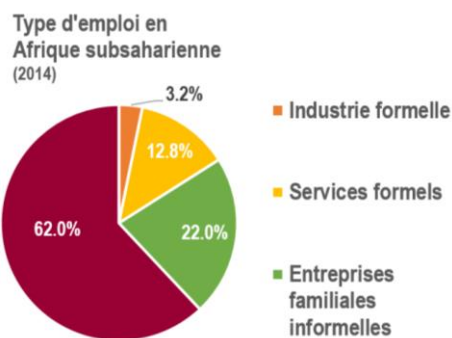


- ➔ Démarrer petit puis croître!
- ➔ Les jeunes ont besoin d'aide pour investir dans des projets financiers et pour développer leurs compétences pratiques.
- ➔ Faciliter l'accès à la microfinance, à des taux d'intérêt réduits ou à des formations gratuites sont déjà des subventions. Cela signifie que les subventions ne sont pas seulement des investissements en capital.
- ➔ Les subventions doivent être ciblées sur les investissements, sur des groupes cibles spécifiques qui ont besoin d'exploiter les opportunités du secteur agro-industriel dont les montants et le temps sont limités.
- ➔ Les subventions doivent être intégrées dans les calculs de rentabilité économique et traitées comme un investissement.
- ➔ Pas de subvention sans contribution propre
- ➔ Pas de subvention sans suivi et évaluation
- ➔ Les partenaires doivent penser aux garanties et être flexibles → Harmoniser les différentes approches en matière de soutien (subventions).
- ➔ Les bénéfices générés par les investissements en capital subventionnés doivent être réinvestis dans l'entreprise. A moyen terme, cela se traduit par une indépendance vis-à-vis de ces subventions

Investissement dans l'emploi

Comment créer des emplois plus nombreux, de meilleure qualité et durables, en particulier pour les jeunes ruraux en pleine croissance. D'autres discussions ont ensuite, porté sur la création d'emplois en tant qu'objectif d'investissement explicite dans les politiques axées sur la jeunesse et dans les programmes de développement agricole et rural. Annemarie Matthess et Uli Sabel-Koschella ont apporté leur contribution au Vision Lab. Ka Wallah a facilité les discussions ultérieures.

Oui, le secteur agro-industriel en Afrique Sub-Saharienne (ASS) emploie des personnes et apporte une valeur ajoutée. 500 des 800 millions d'habitants de l'ASS vivent dans des zones rurales. 55% de la population active de l'Afrique subsaharienne travaille dans l'agriculture¹⁴. D'autre part, ce secteur ne représente que 17% de la valeur ajoutée du PIB en ASS¹⁵. Emploi en ASS. Le graphique à droite montre que près de 2/3 de l'emploi (indépendant) est fournis par des exploitations familiales et seulement 3,2% par l'industrie formelle. Avec l'évolution démographique (plus de clients et de consommateurs !), ceci révèle la dimension des défis de la création d'emplois et de la transformation structurelle en ASS :



Source: Filmer et Fox, 2015 cité par
<http://www.nepad.org/resource/new-emerging-rural-world-overview-rural-change-africa-0>

La valeur ajoutée est un très bon indicateur de la croissance et de la répartition de la richesse et elle

comprend l'emploi (indépendant) par le biais des bénéfices et des salaires. L'emploi dans la production des petits exploitants comprend l'emploi (indépendant) de membres de la famille, c'est-à-dire en tant qu'entrepreneurs et travailleurs familiaux, et l'emploi d'ouvriers saisonniers ou permanents embauchés.

Rappel : Valeur ajoutée et emploi

VALEUR TOTALE générée par la chaîne de valeur = Prix * Volume du produit final	VALEUR AJOUTÉE	Employé(e)
	- Salaires - Loyer - Intérêts - Amortissement - Profit	Formelle Non formel
	BIENS INTERMÉDIAIRES	Travailleur autonome
	- Matières premières, intrants - Produits finis - Services opérationnels	Formal Non-formal

Les agriculteurs et les petits transformateurs, en tant qu'entrepreneurs, augmentent la valeur ajoutée s'ils

- ➔ améliorent leurs bénéfices grâce à une productivité accrue, à une qualité élevée et à une organisation professionnelle
- ➔ emploient et paient la main-d'œuvre
- ➔ investissent dans les intrants et l'équipement
- ➔ Utilisent les services et les paient.

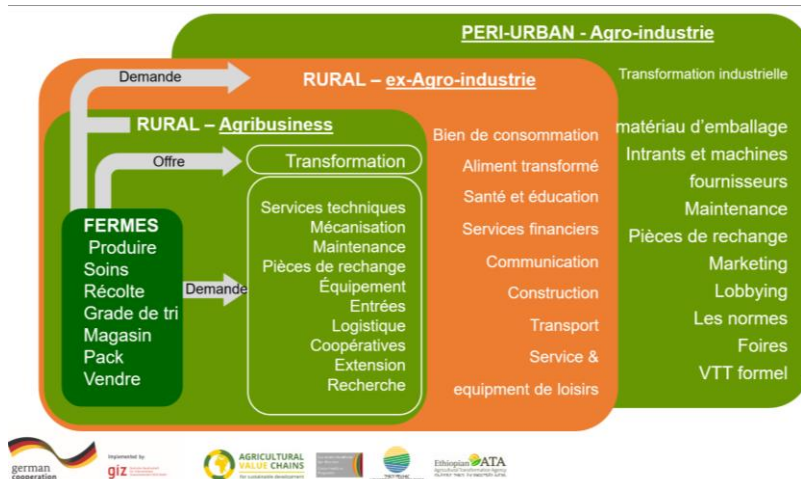
La condition clé du succès est une demande accrue pour un produit ou une matière première fournie par l'agriculture.

La composition et la répartition de la valeur ajoutée tout au long d'une chaîne de valeur nous indique s'il existe une croissance et si elle est socialement durable.

¹⁴ Banque mondiale 2017 sur la base de l'ILOSTAT:
<https://data.worldbank.org/indicator/SL.AGR.EMPL.ZS?locations=GH&view=map>;

¹⁵
<https://data.worldbank.org/indicator/NV.AGR.TOTL.ZS?view=chart>

En examinant le contexte agro-industriel rural et périurbain avec des « lunettes d'emploi », il existe de nombreuses opportunités dans les activités à la ferme et la transformation, mais également dans les services à l'extérieur de la ferme, la fourniture d'intrants, la logistique, la mécanisation et les organisations de producteurs, toutes nécessaires pour augmenter la valeur ajoutée de l'agriculture et de l'agro-industrie. Si les liens entre la demande et l'offre fonctionnent bien, l'agro-industrie se développe. Pour de meilleures conditions de vie, la demande de biens de consommation augmentera, toutes sortes de services sociaux, économiques et de loisirs augmentera, ce qui se traduira par des emplois supplémentaires.



Nous devons utiliser des approches significatives pour mesurer ou estimer de manière fiable les emplois créés. À cet effet, A4SD utilise une méthode standard et elle est présentée ci-dessous. Il convient de noter que les programmes de promotion des chaînes de valeur des produits annuels devront investir dans la mécanisation pour améliorer la qualité et la compétitivité. Cela peut se traduire par des compromis en matière d'emploi. En combinant les données de suivi, d'évaluation et de gestion financière, le coût de l'emploi peut être estimé.

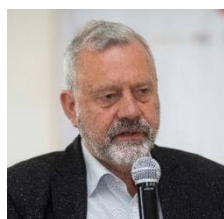
Investissement dans l'emploi		Emplois créés	
Contributeurs	Budget	Chaînes de valeur	Des programmes A4SD
Partenaires publics	33.300.000 €	Riz	CARI
ODA	69.600.000 €	Coton	COMPACI ²
Partenaires privés	222.100.000 €	Cacao & nourriture, Noix de cajou	SSAB
Total	325.000.000 €		ComCashew
			Total
			847,451
			Coût unitaire 383 € par équivalent d'emploi à temps plein

¹) Un poste équivalent à temps plein (l'unité de travail annuel (UTA) comprend 225 DM p.a.)
[https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Glossary:Annual_work_unit_\(AWU\)/fr](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Glossary:Annual_work_unit_(AWU)/fr)

²) En raison des données de résultats disponibles uniquement pour le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, la Zambie et la Tanzanie

Principaux points à retenir

... et résultats de la
discussion



- Les petits entrepreneurs de l'agriculture et de la transformation contribuent à la valeur ajoutée par le biais des profits, des salaires versés pour embaucher de la main-d'œuvre, de l'achat d'intrants et de l'utilisation de services.
- De nombreuses possibilités d'emploi existent à la ferme dans la transformation, dans les services extérieurs, dans la fourniture d'intrants, la logistique, la mécanisation et les organisations de producteurs. Il peut y avoir des compromis si la mécanisation est essentielle à la compétitivité.
- Tous les investissements doivent être axés sur le marché et la demande. Le rendement des investissements privés et publics doit être évalué.
- Il existe des méthodes pour mesurer/estimer les effets sur l'emploi obtenus dans la promotion de la chaîne de valeur. C'est la base de l'analyse des investissements connexes.
- Nous devons réfléchir beaucoup plus sur le secteur non formel. Il est important de faire la distinction entre différents degrés d'« informalité », par exemple, en matière de fiscalité, prélèvements sur les exportations.
- Les entreprises agricoles à forte intensité de main-d'œuvre (cultures pérennes, bétail), les matières premières d'origine africaine unique et les produits périssables destinés à la transformation offrent un plus grand potentiel de création d'emplois et de diversification.
- L'organisation professionnelle, l'agriculture contractuelle et les services commerciaux hors ferme sont essentiels à la modernisation de la chaîne de valeur et à la création d'emplois formels.
- Dans une période de transition, l'emploi formel devrait augmenter tandis que l'emploi non formel diminue.
- Le gouvernement doit investir dans l'éducation et établir des conditions propices à l'exploitation des possibilités économiques et d'emploi. Ceci comprend :
 - (i) L'entrepreneuriat, les TIC actuels, les techniques et pratiques (systèmes dualistes et développement des compétences à grande échelle), le marketing dans l'agriculture et l'agro-industrie
 - (ii) Les investissements dans les infrastructures routières, hydrauliques, électriques et de communication
 - (iii) et enfin : Une bonne gouvernance pour améliorer la conduite des affaires !



Faire participer la jeunesse aux politiques

Comment inclure les jeunes (organisations) dans le débat politique et les processus de politiques afin de façonner des politiques et des stratégies de développement agricole et rural favorables aux jeunes et comment soutenir les organisations et les réseaux de jeunesse au niveau régional, voire panafricain, pour y parvenir. Les cas de référence et les contributions des jeunes leaders africains ont été l'apport pour la discussion. Mark Fynn a facilité ce laboratoire de vision.

Préparer le terrain pour l'engagement de la jeunesse dans le dialogue politique: cela a commencé avec la conférence des jeunes du G20 à Berlin, à laquelle Gabriel Litunya a participé et la déclaration de la charte de la jeunesse de Berlin. Gabriel Litunya a proposé l'idée : **L'avenir, c'est l'agriculture et la jeunesse de retour chez elle**, au Kenya. Il a choisi et encadré des jeunes afin de former une association de jeunes qui se fasse entendre et articule leurs besoins et demandes dans une déclaration de la jeunesse. Ce processus a abouti à la **Conférence des jeunes** organisée du 2 au 3 août 2018 avec le soutien du projet GIZ FSP dans la région occidentale du Kenya. Trois organisations de jeunesse, le comté et le gouvernement national ont participé. Le film sur la conférence des jeunes a été projeté en guise d'introduction à la discussion sur l'engagement des jeunes dans les politiques (voir le lien à droite).



« Il n'y a rien d'impossible... Ayons cette envie d'être plus des créateurs d'emplois que des chercheurs d'emploi »

Lydia Wafula,
Comté de Kakamega, Kenya

>> Regarder le film de la conférence
<https://www.youtube.com/watch?v=Q4CsCl09-Ow>

Gabriel Litunya est président de la Kakamega Youth Agribusiness Association, qui représente les jeunes du comté de Kakamega, dans l'ouest du Kenya. Il est le directeur de *Onetouch Farming System*. Cette entreprise cherche à ramener les jeunes à l'agriculture active dans les zones rurales et urbaines. L'entreprise construit actuellement une ferme de démonstration pour la production intensive de fraises et d'autres produits horticoles dans le comté de Kakamega.

Kakamega Youth Agribusiness Association (ouest du Kenya) a été enregistrée en 2018, mais compte déjà 344 jeunes membres. Ils reçoivent l'aide de l'association pour la rédaction de propositions et participent à des échanges sur des expériences techniques et commerciales spécifiques à la chaîne de valeur via des plates-formes virtuelles. L'objectif est d'améliorer la commercialisation de leurs produits, biens et services. Le coût d'inscription initial est de \$5 pour démontrer un engagement et exige des frais mensuels permanents de \$1, «tout ce qui est bon a un coût». Seuls les jeunes déjà actifs dans l'agriculture et l'agro-industrie peuvent devenir membres. L'association se développe lentement mais compte déjà 2 membres dans chaque quartier (unités dans le sous-comté) pour assurer la représentativité. Il a été possible de recevoir une subvention pour la chaîne de valeur de la patate douce et de fournir des services adaptés aux besoins des jeunes.





Benson Nyariaro est le coordinateur du programme «ENABLE Youth Kenya»¹⁶, basé au sein du ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'irrigation (Ministry of Agriculture, Livestock, Fisheries and Irrigation, MALFI) à Nairobi. M. Nyariaro est également membre de la Kenyan Society for Agricultural Professionals, ainsi que chef de Youth in Agriculture Unit du State Department for Crop Development du ministère. Il est titulaire d'un baccalauréat en agriculture et d'une maîtrise en agriculture et développement rural.

L'âge moyen des agriculteurs au Kenya est de 60 ans et plus. Dans son rôle de chef de l'unité *Youth in Agriculture Unit, National Ministry of Agriculture, Livestock, Fisheries and Irrigation*, Benson Nyariaro s'est posé la question suivante: que pouvons-nous faire différemment dans le cadre des activités quotidiennes et la formulation des politiques afin de réaliser un changement et d'encourager la participation des jeunes? Les options suivantes sont devenues réalité au Kenya :

➡ L'agriculture a été réintroduite en tant que matière dans les écoles primaires grâce à un programme élaboré à cet effet et mis en œuvre par l'intermédiaire des **Clubs 4K**¹⁷ (Rassemblez-vous pour agir afin de faire des choses pour le Kenya)

➡ La stratégie *Kenya Youth in Agribusiness 2017-2021*, développée par MALFI en collaboration avec YPARD et d'autres partenaires de développement, crée des emplois innovants, attractifs et durables pour les jeunes grâce à un engagement actif dans le secteur agro-industriel¹⁸. La stratégie est liée à la Constitution du Kenya et à différents contextes politiques aux niveaux national, régional et international. La stratégie sera domestiquée et mise en œuvre au niveau des comtés.

Kenya Youth in Agribusiness Strategy

11 Strategic objectives 2017-2021

1. Transform youth mind-set & perceptions towards Agribusiness
2. Equip youth with appropriate agribusiness skills, knowledge and information
3. Access to affordable and youth friendly financial services for agri-preneurship
4. Access and sustainable use of land for the youth in agribusiness
5. Engage youth in research, development and utilization of innovative agricultural technologies
6. Access to production factors, utilisation of modern technologies and of Good Agricultural Practices to increase efficiency
7. Increase value addition through utilisation of agricultural products
8. Improve access to suitable output markets for the youth
9. Support implementation, reviews and development of policies for an enabling environment for youth in agri-preneurship
10. Promote youth-inclusive climate smart agricultural technologies and create green jobs for environmental sustainability
11. Address gender disparities, cultural barriers, alcohol and substance abuse, HIV & AIDS, weak governance and value systems amongst others

¹⁶ ENABLE Youth est un programme de la Banque africaine de développement (BAD). ENABLE Youth Kenya vise à créer un bassin de jeunes entrepreneurs qui recevront un soutien pour créer leur entreprise. Le programme est financé par un prêt de 30 millions de dollars (21,277 millions d'euros) de la Banque africaine de développement. Il devrait former 2 080 Agripreneurs, dont 1 200 recevront des subventions de démarrage d'entreprise pour créer leur propre entreprise.

¹⁷ 4K = Kuungana, Kufanya, Kusaidia Kenya' est Swahili qui signifie 'Se réunir, agir, afin d'aider le Kenya.'

¹⁸ Télécharger le document complet >>

https://ypard.net/sites/default/files/resources/kenya_youth_in_agribusiness_strategy_2017-2021_a.pdf

Avant de définir les principaux résultats (ci-dessous), les questions suivantes ont été abordées :

Quelles sont les attentes des gouvernements ? Mise en œuvre personnalisée de la stratégie par chaque comté, dans le cas du Kenya.

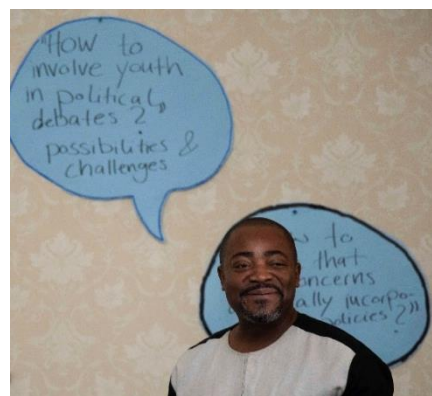
Les grandes questions pour les jeunes sont les suivantes : « Comment créer des revenus ? » Comment démarrer une entreprise rentable ? » L'argent fait la loi ! Les bonnes histoires de réussite et les modèles suscitent l'intérêt des jeunes. Démontrer qu'il faut investir et travailler dur pour réussir (par opposition au jeu par exemple).

Quels sont les critères d'adhésion aux associations de jeunes ? Motivation, passion et détermination pour l'agro-industrie.

Comment faciliter l'accès à la terre pour les jeunes ? Montrer de bons exemples et des modèles (parents et enfants) pour la succession des terres familiales (au moins en partie), des approches et solutions innovantes (pas de division des terres entre enfants mais transformation en terres commerciales de la famille), contrats officiels de location de terrains.

Quelle est la stratégie pour assurer le financement continu de l'association de jeunes ? Certains services sont des services rémunérés de l'organisation, des frais d'adhésion, des propositions et du financement jusqu'à présent. Beaucoup de travail est également fait volontairement par les membres.

Dans quelle mesure la réintégration de l'agriculture dans les écoles primaires a-t-elle contribué à la participation réelle des jeunes à l'agriculture et au changement d'état d'esprit ? Il vient de commencer, mais les résultats jusqu'à présent sont prometteurs



Principaux points à retenir



- ➔ Une vision commune de la politique et des représentants des jeunes est essentielle pour une participation efficace des jeunes aux processus politiques à différents niveaux. Des approches participatives systématiques sont nécessaires à cet effet, car la participation ponctuelle ou temporaire des jeunes aux débats et processus politiques est souvent un actionnisme sans résultat clair ou aucun résultat clair.
- ➔ Les jeunes diplômés et les jeunes ruraux sur le terrain ne sont pas connectés. Établir des liens avec des organisations de producteurs, des membres plus âgés et plus jeunes ou devenir membre peuvent être des approches de collaboration.
- ➔ Au niveau micro, les groupes de jeunes se forment par l'auto-organisation et acquièrent une légitimité par le biais de représentants élus et de structures formalisées afin de pouvoir influencer les événements politiques au niveau local et national et d'assurer la mise en œuvre des politiques. Toutefois, les organisations de jeunesse elles-mêmes ont besoin d'un soutien dans le développement organisationnel pour se développer et devenir plus puissantes –la puissance des réseaux.
- ➔ Utiliser les politiques, les institutions, les plates-formes, les réseaux existants. Engager les jeunes dans les services, le traitement et le marketing, coopérer

Principaux points à retenir



avec les ministères concernés et les habiliter par le biais de formations. Les points d'entrée pour les jeunes peuvent être des politiques nationales pour la jeunesse et des programmes agricoles nationaux.

- ➔ Les organisations de jeunesse doivent rechercher la représentativité. Cela renforcera la reconnaissance du gouvernement et leur permettra d'intégrer les demandes des jeunes dans les processus politiques.
- ➔ Le secteur des entreprises de prise et de transformation peut jouer un rôle crucial dans la création et le soutien de ces groupes, car ils s'intéressent à l'approvisionnement durable auprès des jeunes agripreneurs et agriculteurs.
- ➔ Lorsque les organisations de jeunes n'existent pas ou ne font que commencer, souvent en tant que clubs sportifs ou artistiques, elles peuvent se développer en réseaux professionnels au fil du temps.
- ➔ Les jeunes sont des électeurs et ils déterminent qui est au pouvoir. Les décideurs ont donc intérêt à proposer des processus multipartites participatifs et à mettre en œuvre les politiques convenues.
- ➔ Les organisations de jeunesse peuvent fournir un mentorat, un renforcement des capacités et des informations à leurs membres pour qu'ils deviennent des entrepreneurs prospères. Ils peuvent coopérer avec les organisations ou programmes de formation concernés et devenir des points de contact pour les investisseurs.
- ➔ Il faut changer les mentalités des (i) jeunes pour qu'ils s'engagent dans l'agriculture et deviennent des entrepreneurs sérieux et (ii) la génération plus âgée représentée par les parents et le gouvernement pour permettre aux jeunes hommes et femmes de participer à l'élaboration des politiques et prendre part à la prise de décision et d'accéder aux facteurs de production et aux services.
- ➔ Les agripreneurs, hommes et femmes de différents âges et leurs organisations, devraient avoir la possibilité de constater qu'ils ont investi, travaillé dur et sont couronné de succès. De bons exemples de réussite et des modèles suscitent l'intérêt des jeunes. L'échange d'expériences est une partie importante. Les médias de masse devraient jouer un rôle dans la diffusion.
- ➔ Les jeunes sont forts pour exploiter les approches numériques à des fins commerciales. Ils devraient recevoir un soutien à cet effet.



Recommandations et tâches



Generation X change

Ce commentaire de l'application de la conférence introduit parfaitement la session sur la succession, les modèles de facilitation du transfert de la ferme (agricole) d'une génération à l'autre, quels sont les défis et qui a un rôle à jouer.

L'application de la conférence a montré que le sujet est d'actualité. Au cours de la discussion, la question sur le nombre d'agriculteurs ou des OPA concernés par les problèmes liés aux transferts (cessions ou successions) de la ferme a été posée et les participants ont répondu que 70% à 100% étaient concernés.

« Lorsque nous parlons de changer l'esprit des jeunes et du rôle du gouvernement pour faciliter l'accès des jeunes à l'agriculture, n'oublions-nous pas la génération des parents et leur rôle? »



Mme Nicole Bolomey est la directrice de la succursale internationale Andreas Hermes Academy¹⁹ (AHA) en Allemagne. AHA se spécialise dans le développement des capacités (compétences générales et de leadership) pour les entrepreneurs agricoles allemands et leurs associations. L'AHA dispose également d'un portefeuille de coopération internationale. Elle a présenté les approches permettant de faciliter le processus de succession en Allemagne. Elle a souligné que la question est complexe et sensible dans tous les contextes. Pour assurer la continuité de l'entreprise et protéger l'héritage des héritiers et des successeurs, la succession est généralement organisée par la génération mère. Cela déclenche également le versement d'une pension qui devient effective une fois la cession terminée. L'AHA fournit un soutien aux praticiens qualifiés dans le domaine de l'agriculture et de l'agro-industrie.



Firmin Ayemou, maître-formateur international de l'EEA de Côte d'Ivoire, a confirmé la complexité de la question dans les contextes culturels, économiques et juridiques qui prévalent dans de nombreux pays africains. Mais il a également souligné l'importance cruciale de la transmission des biens et plus particulièrement des terres à la génération prochaine. Il est lui-même impliqué dans l'agriculture et se tient devant la question de savoir comment assurer une transmission sans heurts. Il a également souligné que le contexte juridique de l'héritage - de la terre - dans de nombreux pays africains est sous-optimal et présente des inconvénients, en particulier pour les héritières. La communication entre les générations, si nécessaire, avec un support externe - de confiance - aide à préparer la prochaine génération à se lancer dans l'agriculture en tant qu'entreprise. La formation à l'entrepreneuriat renforce le dialogue entre les générations et ces transitions.



Gabriel Litunya a complété le tout avec son histoire personnelle : son père, ses frères et lui ont assuré la viabilité économique de la ferme en parlant de succession bien avant qu'elle ne devienne inévitable. Avec son père toujours présent, ses frères et lui ont pu trouver un accord pour ne pas diviser la ferme en petits morceaux



¹⁹ <http://andreas-hermes-akademie.de/>

insoutenables. Ils ont élaboré un modèle de compensation pour les frères qui ne prendront pas la ferme en charge. Les terres agricoles sont transformées en terres commerciales de la famille.

Principaux points à retenir



- ➔ Développer le processus de succession d'une génération à l'autre avant qu'ils ne deviennent inévitables est complexe et sensible dans tous les contextes.
- ➔ Pour protéger les biens et l'héritage des héritiers, la remise de la ferme avec les « mains chaudes » est bien préparée en Allemagne.
- ➔ Une cession réussie d'une ferme repose sur la sensibilisation à l'entrepreneuriat et sur les échanges entre les générations.
- ➔ L'initiative peut être individuelle ou facilitée de l'extérieur.
- ➔ Les régimes de retraite en Allemagne font partie du système d'incitation.
- ➔ Il existe des limites aux cadres juridiques dans l'acquisition de terres par les jeunes et les lois coutumières doivent encore être prises en considération.

Conclusion

Conclusions et prochaines étapes

L'agriculture familiale africaine nourrit les nations et fournit des matières premières précieuses aux industries nationales et internationales. L'agriculture familiale africaine est donc une activité commerciale. Les agriculteurs, les petits transformateurs, les hommes, les femmes, les jeunes ou les personnes âgées, sont tous des entrepreneurs agro-industriels. Les agripreneurs investissent dans leur entreprise. L'entrepreneuriat est essentiel pour exploiter les possibilités de revenu et d'emploi dans l'agriculture, les organisations professionnelles, les services aux entreprises et les entreprises de transformation en aval. Les compétences et les mentalités de l'industrie agroalimentaire sont la pierre angulaire de politiques et d'investissements efficaces qui se traduisent par une croissance inclusive.

Avec un âge médian de 18 ans, l'Afrique est le jeune continent. Des millions de jeunes entrant sur le marché du travail africain chaque année ont besoin de moyens de subsistance, de revenus et d'emplois. Parmi eux, des experts techniques, des entrepreneurs et des futurs dirigeants issus d'institutions d'enseignement et de formation techniques et professionnels agricoles (ATVET) ont du mal à trouver un emploi ou à créer leur propre entreprise dans les chaînes de valeur agricoles.

En raison de l'urbanisation et de l'évolution des habitudes de consommation, la demande d'aliments et de matières premières pour les industries de transformation augmentera considérablement au cours des prochaines décennies. Ceci et la révolution numérique représentent des opportunités d'investissement pour les secteurs public et privé. Compte tenu des défis démographiques et socio-économiques en Afrique, il est nécessaire d'agir rapidement et à grande échelle pour avoir un impact significatif sur la transformation agricole inclusive, en particulier pour et avec les jeunes Africains.

La conférence **Agribusiness 4 Change** a réuni son expertise afin d'évaluer plus en détail les défis pour une meilleure compréhension commune et de faire le point sur les approches réussies dans les domaines suivants :



Investissements dans l'agro-industrie et les politiques connexes

- ➔ Les agriculteurs, hommes et femmes, jeunes et vieux, sont des décideurs et des investisseurs privés, en un mot les agro-entrepreneurs. Leurs connaissances, compétences, attitudes et partenariats dans le secteur agro-industriel contribuent à promouvoir un développement économique inclusif. Ils contribuent à la valeur ajoutée par le biais des profits, les salaires pour l'embauche de main-d'œuvre, l'achat d'intrants et l'utilisation de services.
- ➔ L'avenir de l'agro-industrie africaine réside dans les investissements du secteur privé et les investissements publics orientés vers l'avenir. Des investissements publics et privés dans les infrastructures productives et sociales sont nécessaires pour améliorer la production concurrentielle, la valeur ajoutée et la qualité de vie des zones rurales. Tous les investissements doivent être axés sur le marché ou la demande.
- ➔ La croissance du PIB agricole est insuffisante pour savoir s'il existe une croissance inclusive. Le retour aux investissements privés et publics doit être évalué tout au long de la chaîne de valeur afin d'assurer une répartition équitable de la valeur ajoutée.
- ➔ Les gouvernements doivent investir dans l'éducation et établir des conditions propices à l'exploitation des possibilités économiques et d'emploi. Cela comprend l'entrepreneuriat, les TIC à jour, les compétences techniques et pratiques, les connaissances et les compétences pour l'organisation professionnelle, le marketing dans l'agriculture et l'agro-industrie. La combinaison de l'éducation, du développement des compétences, de l'infrastructure et des incitations à rendre l'agriculture attrayante pour les jeunes est un défi politique majeur. Seule la bonne combinaison et, bien sûr, la bonne gouvernance se traduisent par une meilleure performance des petites exploitations, de l'emploi à la ferme et hors ferme pour et par les jeunes professionnels ruraux et des avantages également pour les entreprises en amont et en aval de la chaîne de valeur.

- Les jeunes entrepreneurs diplômés du secteur agro-industriel engagent les agriculteurs et les jeunes, mobilisent les investissements et jouent un rôle clé dans la modernisation de l'agriculture, de l'agro-industrie et des chaînes de valeur. Pour une entrée effective dans l'agro-industrie, les jeunes doivent être prêts à contribuer à des investissements avec des capitaux propres, par exemple le cadre de programmes de subventions de contrepartie ou de services financiers correspondants. Au-delà de cela, les jeunes ont besoin de soutien pour les investissements financiers, pour l'accès à la terre et pour le développement de compétences pratiques. Dans de nombreux pays africains, les limites du cadre juridique pour l'acquisition de terres par les jeunes et les lois coutumières doivent encore être prises en considération. Les modalités des services financiers ou des systèmes de subventions de contrepartie doivent être alignées sur les besoins, la saisonnalité et les opportunités de marché des petites et moyennes entreprises (PME) du secteur agro-industrie.
- Les subventions doivent être ciblées sur les investissements de groupes cibles spécifiques ayant besoin d'exploiter des opportunités dans le secteur agro-industriel et limités en termes de montant et de temps. Faciliter l'accès à la microfinance, la réduction des taux d'intérêt ou la formation gratuite constituent déjà des subventions. Cela signifie que les subventions ne sont pas seulement des investissements en capital. Les subventions doivent être intégrées dans les calculs de rentabilité économique et traitées comme un investissement. Il ne devrait pas y avoir de subvention sans la contribution des agripreneurs, et il ne devrait pas y avoir de subvention sans suivi et évaluation. Les bénéfices générés par les investissements en capital subventionnés doivent être réinvestis dans l'entreprise. À moyen terme, cela se traduira par une indépendance par rapport à ces subventions. La bonne gouvernance améliorera efficacement la conduite des affaires et la croissance inclusive !

Approches à grande échelle, impacts et réduction de l'écart

- Se référant aux défis démographiques et au développement lent de l'industrie, l'entrepreneuriat semble être l'option numéro 1 pour l'agriculture familiale africaine, la jeunesse et la transformation rurale.
- Des approches standardisées telles que l'Ecole d'Entrepreneuriat Agricole (EEA) permettent une mise en œuvre à grande échelle. Il doit y avoir suffisamment de place pour s'adapter à d'autres contextes si nécessaire et ils doivent être intégrés aux chaînes de valeur.
- Se concentrer sur les problèmes et les opportunités, la pertinence sociale, économique et environnementale, la validation par les parties prenantes, les preuves des impacts et l'accès décentralisé améliorent l'adoption de ces innovations. De plus, les approches normalisées aident à structurer la collaboration entre les partenaires, y compris les producteurs, et sur une plus grande échelle.
- Les approches des programmes régionaux et globaux de coopération allemande pour le développement ont été couronnées de succès pour plus de 3 millions de petits exploitants africains depuis 2008. Elles s'appuient sur les investissements de partenaires publics et privés et sont progressivement reprises par des programmes bilatéraux et nationaux, des entreprises ou d'autres donateurs, comme le montre lors du marché de l'innovation. Néanmoins, il faut beaucoup plus d'échelle, de rapidité et d'appropriation africaine pour combler l'écart entre les populations rurales et les jeunes qui ont besoin de revenus provenant d'un emploi (autonome).
- Plutôt que de réinventer la roue, le déploiement d'approches réussies permet d'économiser du temps et des ressources. Les adoptants doivent comprendre l'ensemble du processus d'innovation, les facteurs de réussite / de risque et ce qu'il implique pour l'adaptation.

- ➔ Le succès et la mise à l'échelle dépendent également du développement de réseaux de professionnels hautement motivés comme ceux honorés en tant que pionniers de l'EEA au cours de la conférence. Ils ont la même compréhension de l'approche standard adoptée dans tous les pays et en font un héritage pour les nouveaux maîtres formateurs africains.

Créer un emploi autonome

- ➔ De nombreuses possibilités de création d'emplois formels et non formels (autonome) existent à la ferme, dans les domaines de la transformation, des services non agricoles, de l'approvisionnement en intrants, de la logistique, de la mécanisation, des organisations de producteurs et d'autres services - publics et privés. Dans ce domaine, il y a un potentiel particulièrement élevé de faire participer les jeunes, par exemple, dans la transformation ultérieure, la prestation de services au moyen de technologies, des équipements ou des machines modernes.
- ➔ Les entreprises agricoles à forte intensité de main-d'œuvre (cultures vivaces, bétail) et les techniques de production, les matières premières d'origine africaine unique et les produits périssables pour la transformation offrent plus de potentiel de création de l'emploi et de diversification, réduisant ainsi les migrations. Il peut y avoir des compromis si la mécanisation est essentielle à la compétitivité.
- ➔ Il existe des méthodes pour mesurer / estimer les effets sur l'emploi obtenus dans la promotion de la chaîne de valeur. C'est la base de l'analyse respectivement des investissements correspondants et de l'évaluation.
- ➔ Nous devons nous pencher beaucoup plus sur le secteur non formel parce que la majorité des groupes cibles y opèrent. Pour la conception de la stratégie, la mobilisation des ressources et l'appropriation, il sera utile de distinguer différents degrés d'informalité, par exemple lorsqu'il s'agit de taxation ou de prélèvements sur les exportations. Dans le processus de transformation structurelle, l'emploi formel (autonome) devrait augmenter, tandis que l'emploi non formel (autonome) diminue.
- ➔ Les organisations de producteurs, la production sous contrat et les services aux entreprises hors ferme sont essentiels pour la modernisation de la chaîne de valeur et la création d'emplois formels.

Education et développement des compétences en tant qu'investissements pour l'emploi (autonome)

- ➔ L'éducation formelle et le développement des compétences non formelles (à grande échelle) sont complémentaires. L'éducation formelle n'est pas souvent une option à cause de ressources et / ou de qualifications insuffisantes en raison du contexte social. Le développement informel et à court terme des compétences répond aux besoins urgents des jeunes afin de trouver leur passion, leur rôle et de développer les compétences techniques, commerciales et organisationnelles requises pour les chaînes de valeur agricoles. Fournie à un coût moindre et à grande échelle, c'est l'option pour la majorité des jeunes ruraux qui sont moins privilégiés en termes d'éducation scolaire.
- ➔ L'orientation vers les marchés (produits, services et emploi (autonome)) de l'éducation formelle doit être affinée et les programmes ajustés car le savoir est le point de départ. L'éducation formelle dans le secteur agro-industriel doit devenir plus pratique et entrepreneurial car ce sont des aspects clés pour faciliter l'entrée dans ce secteur. Combiner l'éducation formelle avec la formation pratique (système

dual) est plus efficace et permet d'acquérir les compétences nécessaires pour améliorer l'employabilité. Cependant, il faudrait créer des pools d'entrepreneurs pour une formation pratique potentielle.

Politiques agro-industrielles prospectives et ciblées et dialogue connexe avec les jeunes

- ➔ Les jeunes sont des électeurs et déterminent qui est au pouvoir. Les décideurs ont donc intérêt à proposer des processus participatifs multipartites et à assurer la mise en œuvre des politiques convenues.
- ➔ A priori, les jeunes n'ont pas de vocation pour l'agriculture. Les jeunes s'intéressent à l'agriculture et ont des besoins spécifiques en termes de soutien, d'incitations et d'accès amélioré aux ressources. Les barrières à l'entrée, comme l'accès à la terre et aux finances doivent être abaissées. Comme indiqué précédemment, la combinaison judicieuse d'éducation, de développement des compétences, d'infrastructures et de mesures incitatives pour rendre l'agriculture attrayante pour les jeunes est un défi politique majeur.
- ➔ Utilisation de l'existant : Les points d'entrée pour les jeunes dans le dialogue politique peuvent être des politiques nationales pour la jeunesse et/ou des programmes agricoles, des plates-formes, des réseaux nationaux. Une vision commune de la politique et des représentants de la jeunesse est essentielle pour une participation efficace des jeunes aux processus politiques à différents niveaux. Des approches participatives systématiques sont nécessaires à cet effet, car la participation ponctuelle ou temporaire des jeunes aux débats et aux processus politiques aboutit souvent à l'absence de résultats clairs, voire aucun.
- ➔ Il existe peu de bons exemples de participation des jeunes à l'élaboration de politiques dans les pays africains. Il est possible d'améliorer l'orientation actuelle des politiques sur les diplômés en faveur de la majorité des jeunes non diplômés dans les régions rurales. Les pays sont responsables de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques favorables de la jeunesse (par ex. Charte africaine de la jeunesse) tandis que l'UA et les organismes régionaux apportent leur aide. Les progrès effectifs en termes de sensibilisation, de rentabilité et d'impact semblent encore modestes et signalés de toute façon par moins de la moitié des pays africains.
- ➔ La mise à l'échelle de ces politiques et l'appui du public constituent un défi majeur qui exige l'engagement des décideurs et la continuité dans plusieurs mandats. Les politiques des pays industrialisés où la proportion de personnes âgées est beaucoup plus élevée ne constituent peut-être pas la bonne référence.

Les jeunes s'organisent pour une voix et un pouvoir

- ➔ Au niveau micro, les groupes de jeunes se forment par auto-organisation et acquièrent une légitimité par le biais de représentants et de structures formalisées afin de pouvoir influencer les événements politiques aux niveaux local et national ainsi que d'assurer la mise en œuvre des politiques. Cependant, les organisations de jeunesse elles-mêmes ont besoin de soutien dans leur développement organisationnel pour se développer et devenir des réseaux de pouvoir puissants.
- ➔ Les organisations de jeunes doivent rechercher la représentativité. Cela renforce la reconnaissance du gouvernement au niveau macro et leur permet d'intégrer leurs exigences dans les processus politiques.
- ➔ Les organisations de jeunes peuvent offrir du mentorat, du renforcement des capacités et de l'information à leurs membres pour qu'ils deviennent des entrepreneurs prospères. Ils peuvent coopérer

avec des organisations de producteurs, les organisations de formation ou des programmes pertinents et devenir des points de contact pour les investisseurs.

- ➔ Le secteur des entreprises de collecte et de transformation peut jouer un rôle crucial dans la création et le soutien de ces groupes car ils s'intéressent à l'approvisionnement durable auprès des jeunes agripreneurs et agriculteurs.

Approches numériques pour l'agro-industrie

- ➔ Les approches numériques sont interdisciplinaires. Sortir des silos typiques de la connaissance est donc essentiel pour exploiter avec succès les technologies potentielles de l'information et de la communication afin de diffuser les connaissances et de stimuler l'agro-industrie africaine pour toutes les générations d'agripreneurs.
- ➔ La jeunesse est particulièrement forte pour exploiter les approches numériques. Ils devraient recevoir un soutien en tant qu'utilisateurs et en tant que start-ups à cet effet.
- ➔ Les modèles commerciaux durables de solutions numériques sont essentiels. Pour la coopération au développement, cela signifie qu'il vaut mieux investir dans le développement compétitif des idées, le développement des capacités des start-ups et/ou coopérer avec des entreprises spécialisées au lieu d'embaucher des consultants.
- ➔ Les applications et services numériques sont en hausse. Des entreprises spécialisées, des initiatives et des start-ups ont informé le public sur les services d'agriculture numérique (Digital Farmer Services) et le suivi numérique des formations (ESOKO, Ghana), la nouvelle application FBSInnova développée par AgroInnova (Ghana) et *Smart Apiculture Management Services* (Ethiopie).
- ➔ Le marché de l'innovation a également permis aux médias numériques sur les BPA et la nutrition saine (www.ssab-africa.net), la transformation des produits forestiers non ligneux et sur l'organisation professionnelle (ProPFE Cameroun) de mieux se présenter. L'extension électronique via les lignes d'assistance téléphonique est mise en œuvre par ANADER, Côte d'Ivoire. Ces approches complètent la formation analogique et les formats consultatifs et peuvent littéralement contribuer à changer l'image de l'agriculture aux yeux des jeunes.
- ➔ Néanmoins, les investissements dans les infrastructures de communication et d'énergie dans les zones rurales sont également négligés en faveur des zones densément peuplées, une autre lacune à combler.

Défis de la culture et de la société

- ➔ Les sociétés africaines n'ont pas une perception positive de l'agriculture. Ceci est induit par la pauvreté rurale, la faible attention accordée par les politiques et renforcée par l'urbanisation et les liens vers d'autres « mondes » via Internet et les médias sociaux. Mondialisation - Cela se traduit par une déconnexion croissante des jeunes de l'agriculture et de l'agro-industrie. Depuis la dernière crise alimentaire, il devrait être clair que cela ne peut pas continuer.
- ➔ Comme précédemment mentionné, les politiques de la jeunesse dans le domaine de l'agriculture sont davantage axées sur les jeunes diplômés, cette tendance semble également découler de l'intention de

rehausser cette perception. Cependant, la majorité des jeunes qui vivent et travaillent dans l'agriculture africaine sont moins privilégiés. Ils ont besoin d'un soutien approprié pour renforcer leurs capacités en tant qu'agripreneurs ou fournisseurs de services techniques (voir les approches à grande échelle pour combler la lacune).

- ➔ Les médias de masse et les TIC joueront un rôle essentiel dans la communication des opportunités commerciales, des modèles de rôles pour les jeunes et des exemples de réussite. Les agri-preneurs, hommes et femmes d'âges différents et leurs organisations, devraient avoir l'occasion de constater qu'ils ont investi, travaillé dur et ont réussi. Les bons exemples de réussite et les modèles suscitent l'intérêt des jeunes et peuvent sensibiliser la société au fait que la sécurité alimentaire est pour eux une affaire pour d'autres compatriotes.
- ➔ Il semble bon de sortir des sentiers battus pour exploiter les artistes des médias, les spécialistes des sujets, les journalistes et la télévision. Même si elle n'a pas été présentée au cours de la conférence, il est intéressant de noter la série télévisée Shamba Shape-up du Kenya (<https://shambashapeup.com/>) ; un cas des plus inspirants pour le continent africain qui a en son sein la deuxième nation cinématographique du monde, le Nigeria, après l'Inde et avant les États-Unis.
- ➔ En ce qui concerne la continuité et la modernisation de l'agriculture, le dialogue entre les générations n'a pas été beaucoup abordé. À cet effet, les mentalités doivent changer : (i) des jeunes pour s'engager dans l'agriculture et devenir des entrepreneurs sérieux et (ii) de la génération plus âgée représentée par les parents et le gouvernement pour permettre aux jeunes hommes et femmes de prendre part aux processus de prise de décision et d'accéder aux facteurs de production et aux services.
- ➔ Développer un processus de succession d'une génération à l'autre avant qu'ils ne deviennent inévitables est complexe et sensible dans tous les contextes. En outre, un modèle mental négatif de l'agriculture africaine en tant qu'« activité sans but lucratif » semble être responsable du fait que la passation des exploitations agricoles à la jeune génération n'est pas abordée de manière proactive. Cependant, les cas et les approches présentés au cours de la conférence ont montré que la remise bien préparée avec les « mains chaudes » protège les biens de la famille et l'héritage des héritiers. Les régimes de retraite peuvent faire partie des systèmes d'incitation comme en Allemagne. Dans de nombreux pays africains, il y a des limites de cadres juridiques dans l'héritage, les lois coutumières sont encore à considérer. La réussite de la passation des exploitations agricoles s'appuie sur la sensibilisation à l'esprit d'entreprise et sur l'échange entre les générations.
- ➔ Les jeunes diplômés et les jeunes ruraux sur le terrain ne sont pas connectés. Établir des liens avec des organisations de producteurs, des membres plus âgés et plus jeunes ou le fait de devenir membres peut être une approche de collaboration. La coopération commerciale de jeunes entrepreneurs de l'agro-industrie diplômés avec des agriculteurs et des jeunes moins susceptibles d'avoir accès à une éducation formelle, établit des ponts, crée des emplois et contribue par conséquent à la transformation rurale. Pour atteindre cet objectif, les jeunes doivent participer au dialogue sur les politiques et à la prise de décisions, il faut changer les mentalités des jeunes et des personnes âgées.

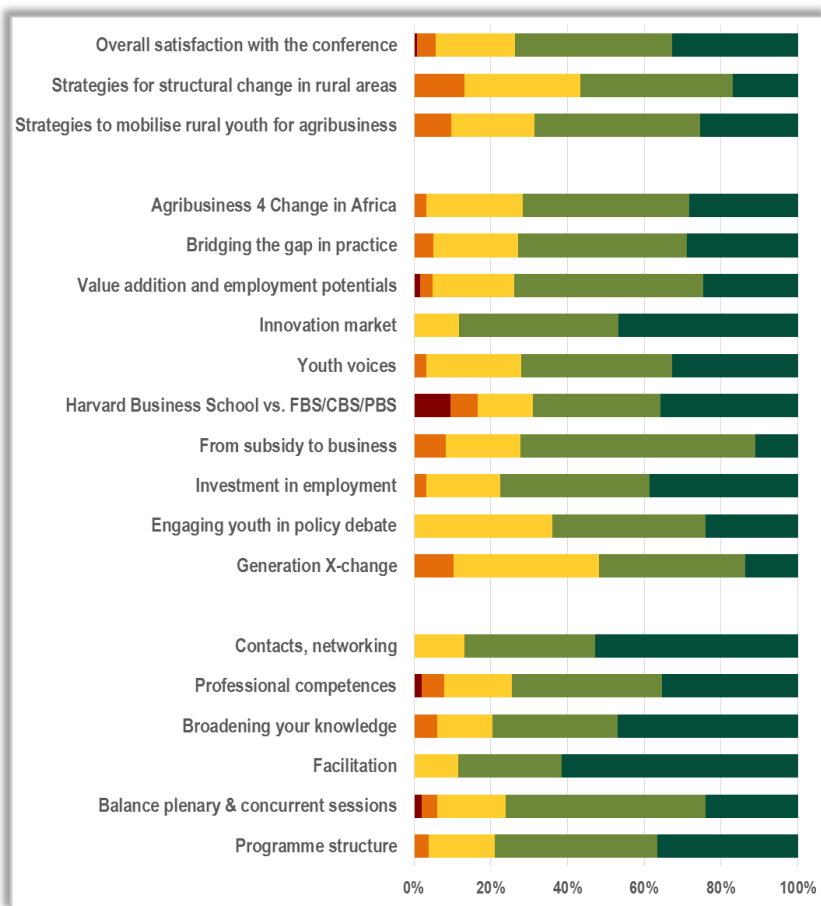
Évaluation de la conférence



L'évaluation a été organisée en utilisant l'application de la Conférence. La satisfaction globale est très bonne. (79% des sondés sont satisfaits ou très satisfaits).

Le marché de l'innovation a été l'élément de programme avec la plus grande satisfaction (88%) suivi de Vision Lab C: Investissement dans l'emploi. Sauf que la session sur *Generation X-Change* toutes les autres sessions ont reçu des scores de satisfaction totale supérieure à 60%.

Niveau de satisfaction



Contenu

Les sujets de la conférence ont été très bien sélectionnés et structurés. Le contenu est pertinent, sérieux et préoccupant. La conférence a rassemblé les bonnes questions à débattre telles que l'EEA, l'emploi des jeunes et les expériences dans différents programmes. Cependant, certains intervenants n'ont pas pleinement répondu à l'objectif. Une plus grande attention devrait être accordée aux organisations de producteurs agricoles et aux échanges de générations. L'intégration d'autres modèles et expériences extérieurs à la GIZ enrichira ces conférences.

La pertinence et la réalisation des objectifs

Les objectifs ont été jugés appropriés, concis et reflètent la situation actuelle. Cela a permis d'apprendre beaucoup et de nombreux participants confirment que les objectifs ont été atteints. Certains participants recommandent que les objectifs soient davantage axés sur les résultats afin d'obtenir davantage de résultats. La tendance des déclarations est la suivante : les objectifs de la conférence sont atteints.

Suivi

Les participants recommandent de s'appuyer sur les résultats de la conférence et de poursuivre la discussion sur des sujets très importants comme l'échange de générations, l'accès à la terre et au financement pour les jeunes, mais aussi les histoires de réussite de l'EEA, les défis et la façon de les surmonter. Davantage d'échanges avec la Coopération pour le développement financier et l'institution est recommandé. Certains participants reprennent les résultats de la conférence pour le suivi :

- Autonomiser les jeunes avec un ensemble complet de connaissances et de compétences grâce à l'éducation formelle et non seulement à des formations informelles à court terme
- Interventions agro-industrielles facilitant l'emploi des jeunes, y compris l'investissement requis devraient être identifiées par pays
- Il est important de s'attaquer à l'accès aux terres dans les plans nationaux de chaque pays
- Assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la conférence

La poursuite des discussions et des échanges sur le Web est suggérée et, à cet effet, il est également demandé de partager les contacts des participants présents

Application de conférence

La ConfApp est appréciée comme outil innovant et utile qui a amélioré la participation même si Internet n'était pas bon. Les salles de conférence doivent fournir une bande passante stable pour l'accès Internet Wi-Fi la prochaine fois.

Il est recommandé que l'application de conférence soit utilisée (élargie?) pour l'échange à travers les pays après la conférence.

Méthode / approche et animation de la conférence

Modération innovante, narration, partage modérateur, jeunesse brillante et la flexibilité de vivre au même endroit que la conférence. **Place de marché** très intéressante mais l'espace était petit. Bon arrangement de la place du marché avec accès à une pause-café. Les stands devraient être au même endroit. Plus d'illustrations, de films ou de présentations PowerPoint permettant de dresser un bilan des réalisations. **Les intervenants** devraient préparer des diapositives pour faciliter la compréhension des participants. Il faut consacrer **plus de temps** aux questions, aux échanges / discussions et au travail de groupe. Une pause du programme permettra aux participants d'explorer la ville ou les villes visitées. **La communication en anglais et en français** était déséquilibrée ; les interprètes étaient parfois retardés et l'équipement de traduction insuffisant. **Augmenter la participation** des jeunes et des intervenants extérieur à la GIZ.

Visites sur le terrain : images et voix

Le programme de la conférence a été complété par quatre visites de terrain simultanées dans différentes régions. La première visite sur le terrain a eu lieu dans **la zone Arsi**, située au sud d'Addis-Abeba. Une **usine de traitement de pâtes et de biscuits et un atelier de technologie ART** qui a créé une entreprise dans le but d'employer des jeunes de la région a été visitée. Les participants ont également échangé avec les membres d'une coopérative de production de semences.

La deuxième visite sur le terrain s'est également déroulé dans **la zone Arsi** et portait sur **une formation EEA**. Il a s'agit d'échanges avec le formateur au sujet de la formation ainsi qu'avec des groupes de jeunes au sujet de leur modèle d'affaires qu'ils viennent de développer. Ce modèle implique la production de biscuits, de pâtes et de pain pour créer des revenus dans la ville d'Asella à partir de blé d'origine locale. La dernière étape a été la visite d'un centre de services agricoles et les participants ont échangé avec le propriétaire et les employés sur les services offerts par l'entreprise.

La troisième visite sur le terrain est allée à **Dano dans la zone de West Shoa**. Ici, une approche globale du projet a été étudiée, qui comprenait **la production et la transformation du miel, de la cire d'abeille, de l'engraissement du bétail, des aliments pour animaux**, des graines et de l'huile de niger. En outre, le groupe a échangé avec les groupes de producteurs qui assurent la prestation du centre de transformation.

Le quatrième voyage est allé à **Soda Woreda dans la zone de Gurage**. Dans la matinée, **une formation EEA** a été visitée, suivie d'un échange avec les agriculteurs. Ici, la valeur ajoutée des formations EEA est devenue claire. Les agriculteurs ont reconnu la différence par rapport aux formations BPA, car ils comprennent maintenant la raison de l'augmentation des coûts des intrants et peuvent maintenant les évaluer par l'intermédiaire de l'EEA. Les formateurs ont également confirmé qu'avant la formation EEA, les agriculteurs ne voyaient pas l'agriculture comme une entreprise, les affaires ne sont perçues qu'en dehors de l'agriculture. La discussion en cours sur la modification d'état d'esprit au cours de la conférence pourrait donc être directement observée sur place par les agriculteurs après les formations EEA. La dernière étape de cette visite sur le terrain a été la visite **d'un projet d'irrigation moderne** sur des terres communautaires qui implique activement des familles entières avec leurs jeunes.



Remerciements



**Nous sommes
reconnaissants**

Votre soutien et vos contributions ont rendu la conférence possible

Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)

Ministère de l'Agriculture et des Ressources naturelles de l'Éthiopie

Agricultural Transformation Agency d'Éthiopie

Ambassade d'Allemagne en Éthiopie et Union Africaine

L'équipe éthiopienne de *Global Programme*

Green Innovation Centre for the Agriculture and Food Sector

**Tous les programmes, organisations et entreprises qui ont parrainé des participants et étaient
présents sur le marché de l'innovation**

Conférenciers, panélistes et animateurs par ordre d'apparition

Ka Wallah, Strategies!, Cameroun
Mark Fynn, GIZ CAADP Support Programme
HE Brita Wagener, ambassadrice de l'Allemagne en
Éthiopie
Esayas Lemma, Ministère de l'Agriculture et des Ressources
naturelles, Éthiopie
Yemi Adeyeye, YPARD
Dr. Godfrey Bahigwa, Union africaine
Magnus Schmid Green Innovation Centre, Éthiopie
Helene Widmer A4SD-ComCashew,
Yasmin. Kumi Africa Foresight, Ghana
Audrey Lagauche, Touton S.A., France
Nabil Kesraoui, Zitouna Tamkeen, Tunisie
Eshetayehu Tefera, ATA, Éthiopie
Adenike Tinubu, Eagleson & Nito Concepts Ltd, Nigeria
Koffigan Kpevon, FUPROCAT, Togo
Patrick Ofosu Agyemang, AgroInnova, Ghana
Abrhame Endrias, Green Agro Solution PLC, Éthiopie
Mariam Samake, GIZ Mali
Maness Nkhata Ngoma, LAPE Ltd. Malawi
Dr. Stephen Oluseun Adeogun, Fed. University of
Agriculture Abeokuta, Nigeria

Priscilla Asare-Danquah, Ghana Cocoa Board
Ekundayo Mejabi, Nigeria
Ruramiso Mashumba, Zimbabwe Farmers Union
Prisca Raharimboahangy, Symrise Madagascar
Dr. Uli Sabel-Koschella, GIZ, Allemagne
Gabriel Litunya, Kenya
Benson Nyariaro, ENABLE Youth, Kenya
Nicole Bolomey Andreas Hermes Academy,
Allemagne
Firmin Ayemou, Côte d'Ivoire
Hanspeter Schwär, Conseiller économique, BMZ
Dr. Chimdo Anchala, ATA, Éthiopie

Logistique et administration

M. Palesch, Directeur de pays et équipe de la GIZ
Magnus Schmid, Laura de Guevara ;
Inge Baumgarten, Dorothe Nett, Lisa Hollich;
Ute Peters, Yoseph Brook; Angage, Allemagne
Zacharias Abubeker, *Seven Communications and
Interpreters* de PSITS, Éthiopie
Capital Hotel Addis Abeba

**Êtes-vous déjà membre de notre communauté EEA & Co? Si non, merci de vous
inscrire: [EEA & Co - Approches agro-industrielles pour la transformation rurale](http://www.eea-co.net)**

Annexes

1 Participants

Nom	Organisation	Pays
Abiola, Abdou Waliou	ProSOL/GIZ	Bénin
Adeogun, Stephen Oluseun	Federal University of Agriculture Abeokuta Ogun State	Nigeria
Adeoye, Fadeke	Ondo State Agricultural Development Project (ADP), Akure.	Nigeria
Adeyeye, Yemi Olaonipekun	Young Professionals for Agricultural Development (YPARD)	Italie
Afrika, Janvier	Ethical Tea Partnership	Rwanda
Agueh, S. G. Damien	DQIFE/MAEP	Bénin
Aguida, Togbédjé Alain	GIZ / ProCIVA	Bénin
Agyemang, Patrick Ofosu	AGRO INNOVA Company Ltd.	Ghana
Ahmad Adamu, Muhammad	Jigawa State Ministry of Agriculture	Nigeria
Aikhuomobhogbe, Peter Uidia	EDO Agricultural Development Programme	Nigeria
Ajayi, Olubunmi	GIZ/SSAB	Nigeria
Litunya, Gabriel	Kakamega County Youth Agripreneurs Association	Kenya
Akinmola, Oluwaseun Justina	GIZ-SSAB	Nigeria
Alemayehu, Yosef	SAMS	Ethiopie
Amm, Thomas	GIZ	Ethiopie
Amponsah, Samuel	Ghana Cocoa Board/ Cocoa Health & Extension Division	Ghana
Andrianaivolala Rajoelison, Vonasoa Edena	GIZ	Madagascar
Aoutacksa, Abraham	GIZ ProPFE	Cameroun
Aperegh, Kwaghdoo Juliet	N-Power Youth	Nigeria
Asare, Benjamin Hinampong	Esoko	Ghana
Asare-Danquah, Priscilla	Ghana Cocoa Board	Ghana
Atiyong, Dorothy Kaliyat	Kaduna Agricultural Development Agency	Nigeria
Ayemou, Kouame	Consultant, Maitre Formateur, CI	Cote d'Ivoire
Ayeni, Julius Sande Olaleye	GIZ	Nigeria
Baba Boukari, Moutalabi	GIZ BENIN PROFINA	Bénin
Babangida, Karima Ibrahim	Federal Ministry of Agriculture and Rural Development, Abuja	Nigeria
Bahiigwa, Godfrey	Commission d'Union Africaine (UA)	Ethiopie
Balep, Berthe Minnie	GIZ	Cameroun
Begna, Bedada	IP Consult	Ethiopie
Berger, Maja Christina	GIZ	Ghana
Bertelmann, Frank	GIZ	Allemagne
Bertenbreiter, Wolfgang	GIZ	Allemagne

Nom	Organisation	Pays
Beyene, Tamiru	IP Consult	Ethiopie
Bolomey, Nicole	AHA	Allemagne
Bouba, Raymond	Programme d'Appui au Développement Rural (PADER)	Cameroun
Ceesay, Ibrahim	CAADP Youth Network	Gambia
Chiluzi, Ulemu	Self Help Africa	Malawi
Chimdo	Agricultural Transformation Agency (ATA).	Ethiopie
Chirimuuta, Charlotte	GIZ	Allemagne
Cisse, Sidiki	ANADER	Côte d'Ivoire
Codjoe, Francis Nana Yaw	Ghana Cocoa Board/ Cocoa Health & Extension Division	Ghana
Dagan, Affoudji Arnaud	GIZ	Bénin
Dauda Abubakar, Yahaya	GIZ resilience program	Nigeria
de Guevara, Laura	GIZ	Ethiopie
Degenau, Kristina	Angage GmbH	Allemagne
Delhoumi, Dalila	APIA (Agricultural Investment Promotion Agency)	Tunisie
Desta, Abel	Tradin Organic	Ethiopie
Diallo, Nakani	GIZ	Mali
Diwani, Thuweba	GIZ	Niger
Djoumessi, Didier T.	GIZ/Agrarfin	Mali
Dohse, Christian	GIZ	Ethiopie
Donkor, Isaac Fokuo	AFCi de la part de GIZ-MOAP	Ghana
Duessa, Rutta Firdissa	Helvetas Swiss Intercooperation	Ethiopie
Ekungwe, Christopher Kang	MINADER SOUTH WEST, BUEA	Cameroun
Endrias, Abhrhame	Green Agro Solution PLC (Sagure Farm Service Center)	Ethiopie
Epassy Nibella, Marthe	GIZ	Cameroun
Ermias, Bisrat	AGRA	Ethiopie
Ermyas, Saba	GIZ	Ethiopie
Eshete, Yeshitla	EMDIOI	Ethiopie
Eshetu, Tewodros	GIZ	Ethiopie
Evano, Anaelle	TOUTON S.A.	Ghana
Fiakeye, Linus Kofe	Ghana Cocoa Board/ Cocoa Health & Extension Division	Ghana
Fredrick Ekpenribe, Thomas	Forum of Farmer Business School Multipurpose Cooperative Union	Nigeria
Fynn, Mark	GIZ	Ethiopie
Gashaw, Zerihun	BOA-Sal	Ethiopie
Gassi, Judith Caroline	ONCC	Cameroun
Gnatouang, Bernard	GIZ	Togo
Günther, Nadine	GIZ	Allemagne

Nom	Organisation	Pays
Hasse, Daria	GIZ	Ghana
Hayi, Esayas Lemma	Ministry of Agriculture	Ethiopie
Heij, Joost	Trading Organic	Ethiopie
Hess, Tino	GIZ	Namibia
Hollich, Lisa	GIZ	Allemagne
Hora, Kebebew	Oromia Agricultural Research Institute Holeta Bee Research Center	Ethiopie
Hussien, Mustafa	Arsi-zone Agri Office	Ethiopie
Ijirigho, Asangbeoma Precious	GIZ	Nigeria
Issoufou Bare, Mahamane	PromAP GIZ	Niger
Jehmlich, Caroline	GIZ	Ethiopie
Jolivo Laure, Tadah Mekem	Camccul	Cameroun
Kagocha, Gitau Martin	GIZ	Kenya
Kaiser, Karl	NIRAS-IP	Ethiopie
Kateta, Sekani	GIZ - GIAE	Malawi
Kazoni, Ouenapete Gisele	GIZ	Burkina Faso
Keita, Bakary	Centre d'innovations Vertes	Mali
Kelema, Daniel	GIZ	Mali
Kempf, Susanne	GIZ	Allemagne
Kesraoui, Nabil	Zitouna Tamkeen	Tunisie
Kiboki, Abraham	Fruited Plains Inc.	Kenya
Kling, Veronika	GIZ	Allemagne
Kouakou, Dje Robert	ANADER	Cote d'Ivoire
Kpevon, Koffigan	FUPROCAT "COOP CA"	Togo
Kumi, Yasmin	Africa Foresight Group	Ghana
Kwanjana, Elles Naomi	National Smallholder Association of Malawi	Malawi
Lagauche, Audrey	Touton	France
Lee, Tsung Hsien	GIZ	Ethiopie
Lenz, Julia Annabelle	Angage GmbH	Allemagne
Litunya, Gabriel	Kakamega County Youth Agripreneurs Association	Kenya
Mamadou Baba, Dodo	STRATEGIES! Sarl	Cameroun
Manda, Berry Ngambi	GIZ-CLDP/ABCD	Namibia
Mashumba, Ruramiso	Mnandi Africa	Zimbabwe
Matthess, Annemarie	GIZ	Cameroun
Maurer, Martin	GIZ	Ethiopie
Mejabi, Ekundayo	Agricultural Business Concepts Ltd	Nigeria
Mengesha, Solomon	GIZ	Ethiopie
Mensah, Oliver	AGRO INNOVA Company Ltd.	Ghana
Mensah-Bonsu, Elvis	GIZ Green Innovation Centre	Ghana
Michael Nkenfac, Ndoping	ONCC	Cameroun

Nom	Organisation	Pays
Morstein, Carola von	GIZ	Somalia
Moumini, Bouba	PCP ACEFA	Cameroun
Mr. Schwär,	Conseiller économique pour le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)	Ethiopie
Müller, Julia Isabel	GIZ	Allemagne
Mutavi, Shadrack	GIZ	Kenya
Naeim, Mohamed	FAO	Ethiopie
Nayante, Lambert Dameto	Entreprise Calafi	Togo
Niamien, Kouakou Celestin	National Agency for Rural Development Support: ANADER	Côte d'Ivoire
Nkhata Ngoma, Maness	Lakeshore Agro-processors Enterprise (LAPE)	Malawi
Nyariaro, Benson	Ministry of Agriculture Livestock, Fisheries and Irrigation	Kenya
Nzoyem, Gabriel	ANEMCAM	Cameroun
Offord Edmonds, Belinda	African Cotton Foundation	South Africa
Oghene, Adenike	Eagleson Cassava	Nigeria
Osei, Thomas Kwame	Ghana Cocoa Board/ Cocoa Health & Extension Division	Ghana
Osenberg, Walter	GIZ	Ghana
Peters, Ute	Consultant	Allemagne
Petmbou Epse Njikam, Rose Caroline	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA)	Cameroun
Placide Bernarde, Ebe	Coopérative des Experts (COOPEXP)	Cameroun
Quadri, Olalekan Adekunle	Federal Ministry of Agriculture and Rural Development	Nigeria
Raharimboahangy, Hobisoa Prisca	SYMRISE	Madagascar
Rakotomanga, Hajaniaina Herve Noa	GIZ	Madagascar
Rakotondrazaka, Andriamahefa	Ministry of Agriculture, Livestock and Fisheries	Madagascar
Rakotoniaina, Herisoa Marinà	Ministry of Agriculture, Livestock and Fisheries	Madagascar
Rasoaheriniaina, Severine Editha Lyse	JACARANDAS SARL	Madagascar
Ratovonirina, Hasina Suzah	GIZ	Madagascar
Rigobert Elarion, Mbahe	GIZ	Cameroun
Ruediger, Andrea	GIZ	Ethiopie
Sabel-Koschella, Ulrich	GIZ	Allemagne
Sadou, Fernand	SODECOTON	Cameroun
Samake, Mariam	GIZ Centre d'innovations Vertes	Mali
Savado, Boukary	CARI/GIZ	Burkina Faso
Schmid, Magnus	GIZ	Ethiopie
Schuppler, Laura	GIZ	Malawi
Seelaff, Antti	Consultant	Allemagne
Shambel, Tsfahun	Zene Agri Office	Ethiopie
Shella Anu, Selacha	PCP-AFOP	Cameroun

Nom	Organisation	Pays
Shu, Lem Akongnwi	GIZ ProPFE	Cameroun
Sisay, Dawit Tsegaye	GIZ	Ethiopie
Sogbegnon, Ahowanou Roméo	GIZ/ProSOL	Bénin
Stackelberg, Michael von	GIZ	Ghana
Tefera, Eshetayehu	ATA	Ethiopie
Tekiu, Zegeye	ATA	Ethiopie
Tesfaye, Efreem	GIZ	Ethiopie
Trauernicht, Johanna	GIZ	Nigeria
Tsadik, Sewinet	ATA	Ethiopie
Uwanyirigira, Alice	National Agriculture Export Development Board (NAEB)	Rwanda
Vila Epse Apling-Kouassi, Nicole	Agence National d'Appui au Développement Rural	Cote d'Ivoire
Vinci, Igor	GIZ	Italie
Voigt, Carolin	GIZ	Allemagne
Wagener, Brita	Ambassadeur d'Allemagne en Ethiopie et auprès de l'Union africaine	Ethiopie
Walla, Kah	STRATEGIES! Sarl	Cameroun
Wassic	AUC	Ethiopie
Weber, Joachim	Conseiller sur l'agriprenneur	Allemagne
Wiafe, William Mintah	Ghana Cocoa Board/ Cocoa Health & Extension Division	Ghana
Widmer, Helene	GIZ	Allemagne
Wijnants, Sam	GIZ	Mozambique
Woldegiorgis, Tadesse Dessalegn	GIZ-GIC-VCD	Ethiopie
Wondumagegn, Nardos	GIZ	Ethiopie
Yahyaoui, Ala	Délice	Tunisie
Yoseph, Brook	Consultant	Ethiopie
Yusuf, Haruna Atuman	FMARD-FDAE Nigeria	Nigeria
Zulu, Jacob Menyani	Freelance/Maitre formateur international de l'EEA	Mozambique

2 Programme

7 mai 2019			
Heure	Programme	Responsable	Salle
8:00 – 9:00	Enregistrement	<i>Personnel du bureau d'accueil</i>	
9:00 – 9:10	Présentation des participants	<i>Modérateurs</i>	River Nile
9:10 – 9:25	Discours de bienvenue	<i>Ambassadeur d'Allemagne en Éthiopie</i>	
9:25 – 9:45	Discours d'ouverture	<i>Directeur général de la production et de l'innovation des cultures, Ministre de l'agriculture et des ressources naturelles de l'Éthiopie</i>	
9:45 – 10:00	Brève introduction à l'application de conférence		
9:45 – 10:45	Agribusiness 4 Change en Afrique : Statut, visions, voies à suivre	<i>Panélistes et Modérateurs</i>	
10:45 – 11:00	Photo de groupe		River Nile
11:00 – 11:30	Pause-café		
11:30 – 12:30	Comblant le fossé dans la pratique Les approches à grande échelle en tant que moteur d'impact et de valeur ajoutée	<i>GIZ, A4SD, Centre de conseil de l'EEA et partenaires</i>	River Nile
12:30 – 14:00	Déjeuner		
14:00 – 15:30	«Changement de valeur» : valeur ajoutée et potentiel d'emploi Questions & Réponses	<i>Panélistes Africains et Modérateurs & App de conférence</i>	River Nile
15:30-16:00	Présentation de FBSInnova Digital Application Ouverture officielle du marché de l'innovation		River Nile
	Pause-café		
Jusqu'à 18:00	Marché de l'innovation Présentation interactive des innovations et des impacts et de la radio de l'innovation	<i>Modérateurs, programmes GIZ et partenaires</i>	4e et 5e étages
A partir de 18:30	Cocktail Mix & Match avec cérémonie de certification des maîtres formateurs internationaux et des conseillers techniques principaux		1er étage

8 mai 2019				
Heure	Programme		Responsable	Lieu
8:00 – 9:00	Inscription pour la 2ème journée de conférence		Bureau d'accueil	5ème étage
9:00 – 9:30	Faits saillants du premier jour de la Conférence		Modérateurs/ Rapporteurs	River Nile
9:30 – 10:15	Voix de la jeunesse : Ce qui rend l'agriculture attrayante (sexy) pour moi : désirs, besoins, aspirations		Voix de la jeunesse	
10:15 – 12:30	Vision Lab 1e tour		Facilitateurs/ FBS Advisory Facility	4 salles
	Café à emporter			
	Vision Lab A Harvard Business School vs. Farmer Business School/CBS/PBS	Vision Lab B De la subvention à la promotion de l'agro-industrie	Vision Lab C Investissement dans l'emploi	Vision Lab D Faire participer les jeunes au débat politique
	Choisissez un laboratoire de vision			
12:30 – 14:00	Déjeuner			
14:00 – 15:30	Vision Lab 2e tour Choisissez un autre laboratoire de vision		Facilitateurs/ FBS Advisory Facility	4 salles
15:30 – 16:00	Pause-café			
16:00 – 16:10	Faits saillants de Vision Labs		Facilitateurs	
16:10 – 16:55	Generation X-change 4 Future L'avenir par l'échange générationnel et la succession : Comment le préparer et le soutenir ?		ATA, Union Farms of Africa, Maître Formateur Int.	River Nile
16:55 – 17:15	Evaluation de la conférence (Conference App)		Facilitateurs	
17:15 – 17:30	Remarques de clôture		BMZ & ATA	
A partir de 19:00	Dîner culturel			
9 mai 2019 (jeudi): visites de terrain				
Heure	Programme			
à 7:30	Départ de l'hôtel en bus			
10:00 – 17:00	Visite de terrain (4 groupes): Groupe 1 Groupe 2 Groupe 3 Groupe 4			
Départ des participants				

3 Discours de bienvenue

Honorable Ministre de l'Agriculture et des Ressources Naturelles

M. Dominique Davoux, Responsable du développement rural, du secteur vert et de la sécurité alimentaire de la Délégation de l'Union européenne, Responsable du secteur Agriculture et développement rural

Dr. Babangida, Directeur fédéral de la vulgarisation agricole du Nigeria et représentant du Ministre fédéral de l'Agriculture et du Développement rural

Dr. Bomba, Directeur général de la Transformation agricole de l'Éthiopie, (Agricultural Transformation Agency ; ATA)

Mesdames et Messieurs, les invités

En tant qu'ambassadeur d'Allemagne en Ethiopie, je suis très fier que cette conférence intitulée Agribusiness 4 Change soit organisée en Ethiopie par la GIZ, au nom du gouvernement allemand. Permettez-moi de vous souhaiter une chaleureuse bienvenue à Addis Abeba et à la conférence !

La GIZ propose ses services de développement dans 120 pays avec plus de 18000 employés. L'Afrique est le continent prioritaire et il y a des raisons importantes à cela.

L'agriculture est un facteur clé de la croissance économique et de la sécurité alimentaire à long terme en Afrique et en Ethiopie. La stabilité politique et le développement des sociétés dans la paix et la prospérité en dépendent !

Le produit intérieur brut de l'Ethiopie, par exemple, était de 80 milliards de dollars américains en 2017 et a augmenté de plus de 10 % la même année. L'agriculture, la sylviculture et la pêche représentent 34 % du PIB. Cependant, le PIB par habitant est toujours inférieur à 1 000 USD. D'autre part, de grandes parties de l'Ethiopie présentent un potentiel élevé d'augmentation substantielle et durable de la production alimentaire. Néanmoins, ce potentiel n'est pas utilisé en raison de la disponibilité limitée d'intrants agricoles de qualité (semences certifiées, services de mécanisation), de services de vulgarisation de qualité, de mesures de protection végétaux). Les rendements obtenus par les petites exploitations agricoles restent jusqu'à présent bien inférieurs aux potentiels. L'insécurité alimentaire et les faibles revenus dans les zones rurales d'Ethiopie en sont la conséquence. Toutes les améliorations dans ces domaines sont d'ordre commercial et peuvent créer des emplois.

L'emploi des jeunes dans le secteur agricole est un défi pour l'Afrique et en particulier pour l'Ethiopie. La population éthiopienne âgée de 0 à 29 ans atteindra environ 73 % de la population totale en 2019. Environ 3 millions de jeunes entrent sur le marché du travail chaque année en Ethiopie. La mise à profit des potentialités de croissance et d'emploi du secteur agricole par la formation des jeunes ruraux et des agriculteurs est donc cruciale pour la stabilité politique et sociale.

La GIZ soutient le développement du secteur agricole éthiopien avec trois programmes principaux et 27 projets. Les résultats suivants ont été obtenus jusqu'à présent :

- 300 000 agriculteurs formés aux pratiques et aux machines agricoles modernes
- 20 000 emplois créés à ce jour suite aux formations
- Plus de 12 000 experts gouvernementaux et agents de développement formés à la réhabilitation des terres et aux pratiques agricoles

L'équilibre est donc impressionnant pour l'Ethiopie, mais nous connaissons tous le grand nombre d'Ethiopiens qui ont besoin de nourriture, d'emploi et de revenus.

Je voudrais remercier le programme régional *Agricultural Value Chains for Sustainable Development* (A4SD) de la Coopération allemande au développement avec l'Afrique d'apporter cette conférence en Ethiopie. A4SD est mis en œuvre au nom du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) dans 14 pays africains depuis 2008. Elle organise cette conférence en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture et des Ressources naturelles de l'Ethiopie, l'Agence de Transformation Agricole de l'Ethiopie (*Agricultural Transformation Agency*), et le module éthiopien du programme mondial *Green Innovation Centre for the Agriculture and Food Sector*, commandé par le BMZ.

Le programme de la conférence s'annonce passionnant et s'inscrit pleinement dans les principaux défis et opportunités du secteur agricole et de l'économie nationale éthiopienne. J'espère et je souhaite que nous tirions le maximum de leçons de cette conférence et que de nouveaux partenariats émergent à travers le continent et au-delà. Permettez-moi de vous souhaiter une excellente sortie et tout le succès.

Vos Excellences et chers invités, permettez-moi de vous remercier de votre attention.

4 Discours d'ouverture officielle

S.E. Mme Brita Wagner, Ambassadrice d'Allemagne, M. Dominique Davoux, Responsable du développement rural, secteur vert et sécurité alimentaire, Responsable de la délégation de l'Union européenne pour le secteur de l'agriculture et du développement rural, Dr. Babangida, Directeur fédéral de la vulgarisation agricole du Nigeria et représentant du Ministre fédéral de l'Agriculture et du Développement rural, Dr. Bomba, Directeur général de la Transformation agricole de l'Ethiopie, Mesdames et Messieurs, les invités,

Le gouvernement éthiopien a la grande chance d'accueillir cette conférence internationale intitulée «*Agribusiness 4 Change*» et vous souhaite la bienvenue ! Nous sommes heureux de participer à la création d'une plate-forme panafricaine pour échanger des expériences sur la manière de renforcer l'entrepreneuriat des petits exploitants agricoles et de mobiliser les jeunes ruraux pour l'agro-industrie. De notre point de vue, c'est la condition préalable à la croissance inclusive et à la transformation économique. La GIZ, au nom du gouvernement allemand et en coopération avec l'Agence de transformation agricole, ATA en Ethiopie, a commencé à introduire l'approche Ecole d'Entrepreneuriat Agricole. Trois projets de la GIZ sont impliqués dans le déploiement de l'approche Ecole d'Entrepreneuriat Agricole en Ethiopie, à savoir: Utilisation durable des terres réhabilitées et développement économique (*Sustainable Use of Rehabilitated Land and Economic Development*; SURED), au paravant ; le projet de gestion durable des terres (*Sustainable Land Management*, SLM) opérant dans les hautes terres d'Ethiopie, L'Alliance stratégique éthiopienne pour l'huile d'avocat et le sésame (*Strategic Alliance for Avocado-Oil and Sesame*) dans la région SNNPR, et le Projet *Green Innovation Centres* principalement dans la région d'Oromia. L'Ecole d'Entrepreneuriat Agricole se concentre sur l'amélioration des compétences commerciales des agriculteurs, préalable indispensable à l'adoption de techniques améliorées et à l'investissement dans la production agricole. L'Ecole d'Entrepreneuriat Agricole vise à changer l'état d'esprit des agriculteurs en les sensibilisant au fait qu'ils sont des entrepreneurs, des décideurs et des investisseurs qui saisissent les opportunités du marché et les possibilités d'améliorer la productivité, le revenu familial et la nutrition. Le cœur des modules de formation EEA est la prise de décision axée sur le revenu fondée sur des analyses coûts-avantages de différentes technologies pour une culture principale et deux autres cultures vivrières, combinées à l'élaboration de stratégies visant à diversifier les revenus. Nous sommes convaincus que l'Ecole d'Entrepreneuriat Agricole soutient le gouvernement éthiopien dans la mise en œuvre du plan de transformation de la croissance (*Growth Transformation Plan*, GTP

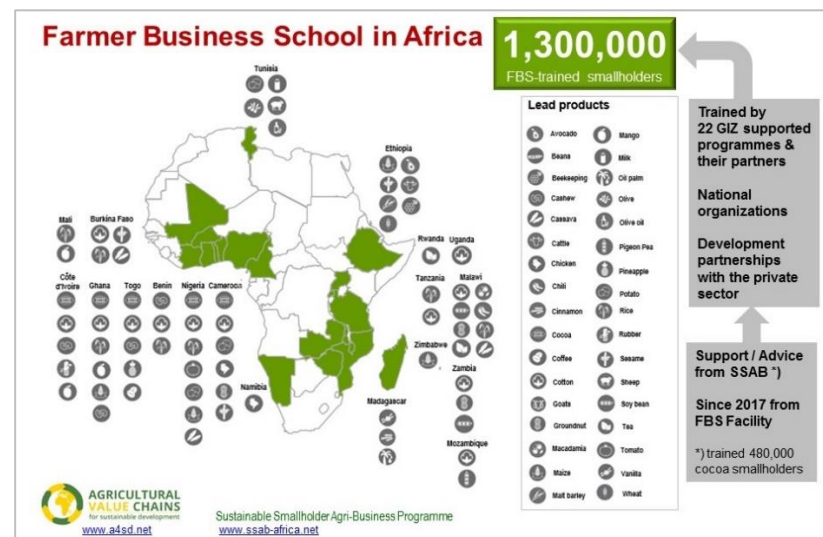
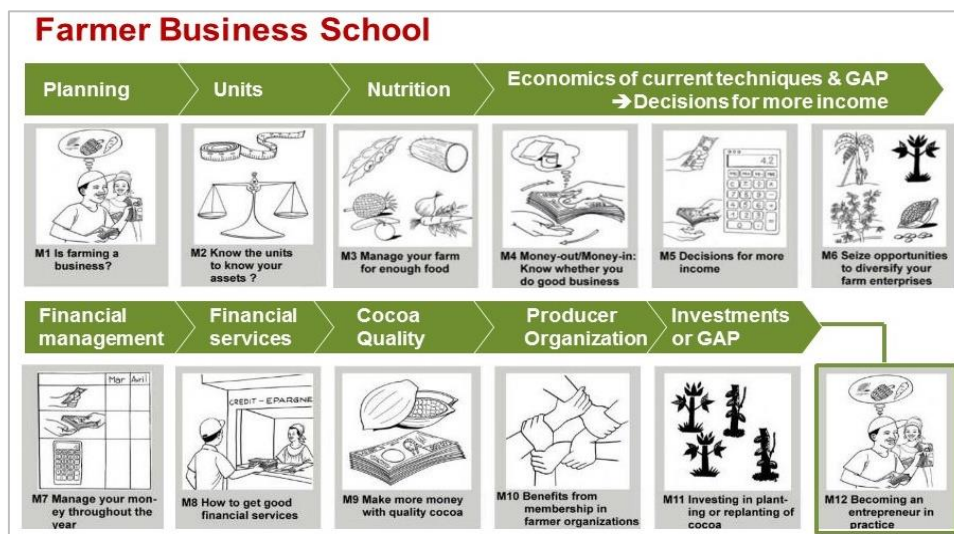
II), où l'emploi des jeunes et la transformation des agriculteurs de subsistance en hommes d'affaires en Ethiopie sont parmi les principaux objectifs de développement. Pendant la phase pilote jusqu'en juillet 2019, 4 000 petits exploitants agricoles répartis dans six chaînes de valeur seront formés. Le gouvernement éthiopien prévoit de mettre en œuvre cette approche et de former 100 000 agriculteurs. La combinaison de l'agriculture contractuelle et de l'approche de l'Ecole d'Entrepreneuriat Agricole sera essentielle pour fournir les matières premières agricoles en quantité et en qualité requises aux quatre parcs agro-industriels intégrés prévus en Ethiopie. L'augmentation de la productivité du secteur agricole éthiopien et par conséquent des revenus et de l'emploi exige des innovations durables et respectueuses de l'environnement tout au long des différentes chaînes de valeur.

Nous apprécions que les projets GIZ soutiennent le ministère éthiopien de l'Agriculture au nom du gouvernement allemand pour mettre en œuvre des innovations vertes comme les nouvelles variétés de semences adoptées, la protection des sols, la rotation des cultures, l'ensemencement en ligne, les nettoyeurs de semences mobiles, la mécanisation agricole et les centres de services agricoles modernes. Nous considérons cela comme une contribution très valable pour transformer l'agriculture de subsistance de l'Ethiopie en agro-industrie. Permettez-moi de remercier le programme A4SD d'organiser cette conférence en Ethiopie et de le faire en partenariat avec l'ATA et le ministère de l'Agriculture.

Nous tenons à tirer des leçons de cette conférence et à favoriser le partenariat avec les autres pays africains représentés ici. Nous sommes heureux de vous accueillir ainsi que cette conférence en Ethiopie. Sur cette suite, je déclare la conférence internationale Agribusiness 4 Change officiellement ouverte. Vos Excellences, Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre aimable attention.

5 L'Ecole d'Entrepreneuriat Agricole & Co. en bref

GIZ a développé l'**Ecole d'Entrepreneuriat Agricole (EEA)** en 2010, en tant que formation entrepreneuriale à grande échelle pour les producteurs de cacao avec des partenaires africains. L'EEA favorise les compétences et les attitudes en affaires, la gestion financière et les investissements dans les bonnes pratiques agricoles (BPA). Elle renforce d'autres formations et services financiers. Le programme Agricultural Value Chains for Sustainable Development (A4SD) a formé plus de 875 000 producteurs de cacao, de coton et de riz à l'EEA. 276 000 d'entre eux sont des femmes. D'autres programmes de coopération allemande au développement, d'organisations et d'entreprises ont introduit l'EEA à plus de 420 000 agriculteurs, dont 150 000 femmes. 50 programmes couvrant 34 systèmes de production différents dans 19 pays africains ont été développés sur la base de la norme du cacao. Depuis 2017, l'A4SD et le Centre de conseil de l'EEA soutient ces processus.



L'Ecole d'Entrepreneuriat Coopératif (**Cooperative Business School (CBS)**) a été conçue dans l'A4SD pour renforcer les services fournis par les coopératives à leurs membres. Les services comprennent le marketing de groupe, l'achat groupé d'intrants, des services de formation, des liens vers des acheteurs et des institutions financières. Les impacts sont une meilleure qualité, de meilleurs prix, plus de volumes vendus ou achetés, des fusions de coopératives et l'accès à des prêts pour la prestation de services. D'autres programmes ont déjà adapté le CBS pour le maïs, la pomme de terre et le riz. **Le CBS rend l'agro-industrie non formelle plus formelle et plus fonctionnelle.**

L'Ecole d'Entrepreneuriat de Transformation (**Processor Business School (PBS)**) aide les petits transformateurs à investir dans les technologies et à améliorer leurs profits. Le PBS a été développé pour l'ébullition du riz et a été rapidement repris par d'autres programmes pour la transformation du manioc et les produits forestiers non ligneux. Plus de 25 000 petits transformateurs ont obtenu leur diplôme de PBS, dont plus de 80 % sont des femmes. 85 % ont augmenté leur revenu.

Sustainable Smallholder Agri-Business

Project duration
2009 – 2019

Project Budget
€ 26.28 Million



Objective

More income from diversified production

- A. Farmer Business School for 475,000 cocoa smallholders
- B. Improve access to inputs, financial and technical services and markets
- C. Cost-effective extension for cocoa and foods products
- D. Innovative approaches disseminated to partners and platforms
- E. Support to adapt Farmer Business School beyond cocoa in Africa

Yield increase per ha



€ 250,800,000
Additional real income
of 400,000 smallholders
In 2017 & 2018

More than

285,000
Nonformal
Fulltime
Job equivalents
(2018)

480,679
Cocoa farmers
trained
143,000 Women

More than

250,000
73,000 women
Have now
saving
accounts

commissioned by

Federal Ministry
for Economic Cooperation
and Development

World Cocoa
Foundation

**BILL & MELINDA
GATES foundation**



NIRSAL PLC
Nigeria Incentive-based
Risk-sharing System for
Agricultural Lending

16,600 groups

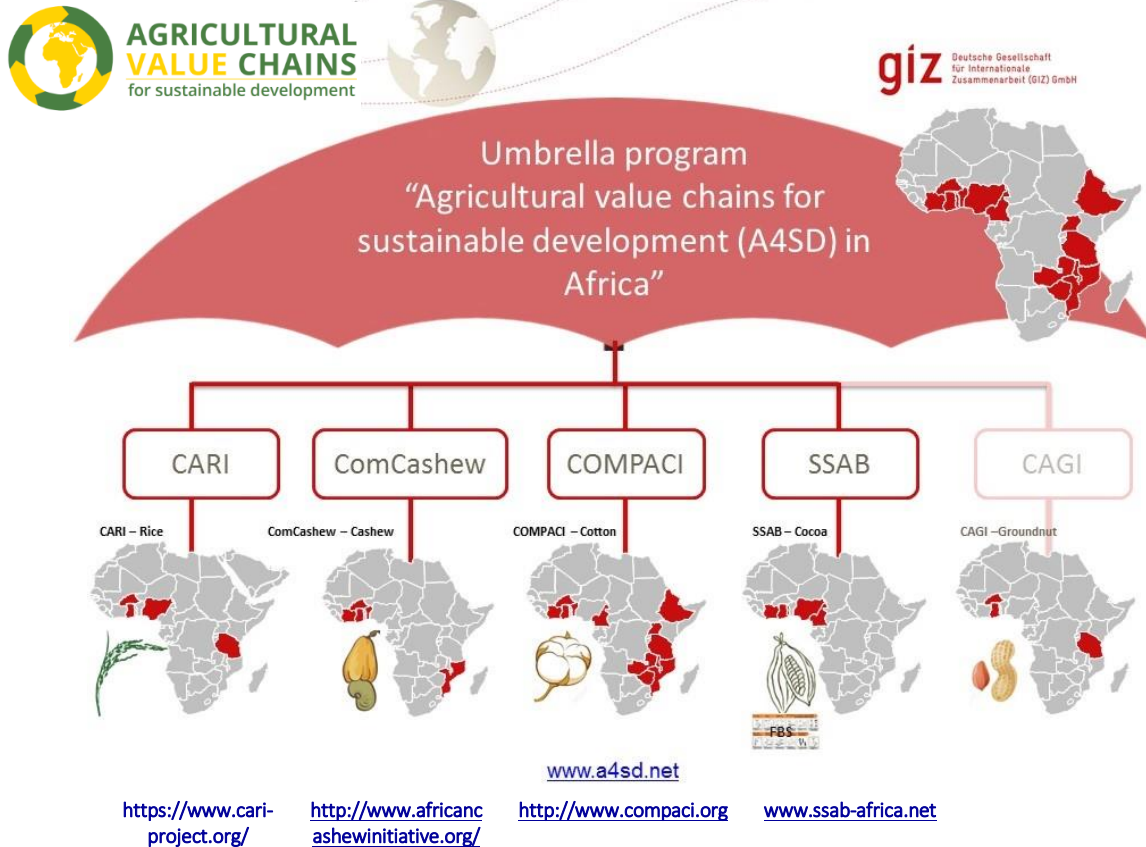
45%
Registered as
Cooperatives

6 Federations (NG)

600 Cooperatives
trained in CBS



6 Promouvoir la valeur africaine à grande échelle depuis 2008 : A4SD



Éditorial

Publié par le

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sustainable Smallholder Agri-Business Programme (SSAB)
Farmer Business School Advisory Facility

Siège à Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 40
53133 Bonn
Allemagne
Tel +49 (0) 228 44 60-0
Fax +49 (0) 228 44 60-1766

Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5
65760 Eschborn
Allemagne
Tel +49 (0) 61 96 79-0
Fax +49 (0) 61 96 79-1115

FBS-Facility@giz.de
www.giz.de | www.a4sd.net | www.ssab-africa.net

En date de Juin 2019

Conception,
infographie et mise en
page Annemarie Matthess, Susanne Kempf

Crédits photos Zacharias Abubeker, Seven Communications

Rapport de Annemarie Matthess, Veronika Kling, Daria Hasse, Susanne
Kempf, Charlotte Chirimuuta, Minnie Balep

La GIZ est responsable du contenu de cette publication.

Au nom de la
Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)